

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Croissance, emploi et discours idéologique



M 02137 - 1459 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Le mot même de travailleur ne suppose-t-il
pas qu'il y a ceux qui ne travaillent pas? »

T-Bone Slim

hebdo n° 1459

du 14 au 20 décembre 2006



Lettre à un juge, par J.-M. Raynaud, page 5

L'autruche dans toute sa splendeur, par F. Ladrissé, page 5

Brèves, page 6

Kessler le gros porc, par P. Schindler, page 7

RESF, par J.-P. Fournier, page 9

Le chavisme, par C. Reeve, page 11

Oaxaca en lutte, par Fred, page 14

Lâches intellectuels, par J.-P. Tertrais, page 15

Un cadre de rêve, par C. Cetti, page 18

Merci au Pentagone, par Nestor Potkine, page 20

Les amis de Radio libertaire, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Il y a 2007 ans, nul ne pouvait encore se douter qu'il allait se produire dans les jours qui suivaient un événement à partir duquel plus rien ne serait comme avant. Un événement pourtant des plus naturels qui fera référence dans l'histoire de l'humanité. Il y aura désormais un avant et un après. Cet événement est la naissance d'un enfant, le dénommé Jésus, né au milieu des chèvres sur de la paille souillée. Jusque-là, on se demande bien ce que cet événement peut avoir de si particulier. Et bien, voyez-vous, ce qu'il faut savoir, c'est que sa mère prénommée Marie l'a mis bas alors qu'elle était encore vierge. Bon, je vous entends déjà douter, bien sûr que cela est « impossible » et que l'acte de procréation qui a eu lieu était sans doute trop ignoble pour qu'elle ose le raconter. La femme, de tout temps, n'a pu vivre sa sexualité en dehors de la volonté de l'homme à qui elle doit s'abandonner et dont elle doit satisfaire toutes les envies; que de tout temps, elle a subi des violences ignobles de la part des hommes et que toujours il a été difficile pour elle d'en parler, car c'est la femme qui est toujours jugée par l'opinion publique. Et puis, de tout temps, dans bien des sociétés, la femme vierge a toujours été l'objet de nombreux fantasmes. Finalement, dans cette histoire, son vrai silence et sa « virginité » arrangeaient bien tout le monde, de Joseph aux fous de dieu. Ceux-ci y ont vu, comme ils l'ont toujours fait, un silence honteux ou de la misère humaine à exploiter à leurs fins et, encore une fois, cela n'était pas pour déplaire ni à Joseph ni aux autres.

Ainsi, dans quelques jours, c'est Noël, c'est la nouvelle année, c'est des bonnes résolutions, bref, l'espace de quelques jours on oublie les promesses non tenues de l'année d'avant et on recommence. C'est des cadeaux, c'est de l'argent jeté par la cheminée et finalement la même misère dès le matin de la Saint-Sylvestre, où rien n'aura changé.

Alors, bien sûr, que vive la fête, mais comme rien n'a changé, il y aura toujours les mêmes qui mangeront du caviar et les mêmes qui passeront la nuit sous un pont.

L'équipe du *Monde libertaire* profite tout de même de ce non-événement pour prendre ses congés. La semaine prochaine, vous trouverez le hors-série de votre journal, qui restera dans les kiosques pour trois semaines.

Et comme rien ne change, on se retrouvera le jeudi 11 janvier pour un nouveau numéro.

La croissance contre l'emploi

SI JE VOUS DIS : « Dieu est amour », vous me rirez au nez. Vous objecterez, avec quelque raison, que, pour commencer, Dieu n'existe pas. Que, quand bien même son existence pouvait être acceptée (et, ajouterez-vous, ce n'est pas le cas), rien en l'état actuel de la science ne vient corroborer une affirmation selon laquelle il serait amour, haine, soupe à l'oignon ou n'importe quoi d'autre. Vous citerez Bakounine, certainement, au passage. Vous m'accuserez ensuite d'avoir voulu, par la juxtaposition (injustifiée, selon vous!) d'un mot chargé d'affect positif, et la répétition d'une formule lustrée par la patine des siècles, passer en contrebande mon Dieu infect. Puis vous me sommerez de me rétracter, en me laissant entendre sans équivoque qu'un recours aux voies de fait est tout à fait envisageable.

Maintenant je vous déclare: « La croissance crée l'emploi. » Je vous abuse, bien sûr, tout pareil. Pourtant, vous ne dites pas grand-chose. L'économie, c'est compliqué. Et puis on nous le répète matin, midi et soir à la télé. Si tous les politiques, tous les économistes, tous les journalistes le disent... À la limite, c'est plutôt ça qui vous foutrait un doute: si tous les politiques, tous les économistes, tous les journalistes le disent, c'est sûrement une arnaque. Oui, vous avez raison, c'en est une.

Une première remarque, de bon sens. Le produit intérieur brut (PIB) est un instrument de mesure de la production. Il nous informe sur un « résultat », celui des heures passées à l'atelier ou au bureau, celui du travail. Si nous travaillons plus, ou plus nombreux, ou plus intensément, ou de manière plus efficace, le PIB augmente; dans le cas inverse, il diminue.

Autrement dit, la croissance est la résultante de l'emploi, corrigée par la productivité, et non l'inverse. Si ce résultat peut devenir une cause, ce n'est que dans l'usage qu'il peut être fait du produit supplémentaire dégagé par le travail, chacun, par exemple, travaillant moins pour une même rémunération.

Mais c'est oublier que le capitalisme n'est pas seulement un mode de production. C'est aussi un régime d'exploitation. En haut de l'échelle, le patronat s'empare pour son usage de la part du lion – nous verrons ce qu'il en fait; en bas, il est difficilement concevable de se contenter de « la même » rémunération, puisque celle-ci suffit à grand-peine à satisfaire les besoins de base. Les « fruits de la croissance » n'échappent pas – par quel miracle? – à la lutte des classes: se les approprier qui est assez fort pour les prendre.

Les capitalistes en jouissent à leur aise, en ces temps d'hiver prolétarien. Et, donc, ils capitalisent, ils investissent, ils modernisent, ils restructurent... et ils licencient! La croissance, par le mécanisme de la concurrence et la recherche de productivité, porte en elle les mutations techniques qui détruisent l'emploi humain. Les bras ainsi désœuvrés sont supposés trouver à s'employer, et venir accroître encore la production.

En second lieu, l'instrument ne nous renseigne pas du tout sur la « qualité » du résultat, c'est-à-dire la capacité de ce qui est produit à répondre de manière efficiente à un besoin. Produire des milliers de tonnes d'acier et les transformer, mettons, en un porte-avions dont l'utilité est douteuse, compte tout autant que créer la même valeur en logements, vêtements, nourriture ou objets de plaisir. Mieux: quand le funeste instrument donne des preuves de son efficacité, la reconstruction des routes, ponts, bâtiments et autres sera, de nouveau, comptée dans le PIB.

Cette question de qualité a des implications plus quotidiennes. Permettez-moi, en guise d'exemple, d'emprunter un détour. J'ai chez moi quatre chaises. J'en tiens deux de ma grand-mère, quelques morceaux de bois emboîtés et collés. Celles-là servent depuis un demi-siècle, et je n'hésite jamais à monter dessus pour changer une ampoule. Les deux autres me viennent de mes parents, qui les ont achetées à la fin des années soixante: tube d'acier et formica,

elles ne tiennent qu'à un fil et nul ne se hasarderait dessus autrement que sagement assis. Elles n'ont que trente ans et vont vers leur trépas. Ces meubles correspondent tous à la catégorie de ce qu'un ménage sans grands moyens pouvait se payer à l'époque où ils furent achetés. L'équivalent moderne se trouve dans les grandes surfaces parfois scandinaves. Leur valeur marchande est en gros identique, leur valeur d'usage nettement inférieure de génération en génération. Ils durent infiniment moins et cela ne doit rien au hasard.

L'ennemi de la production de masse, c'est la saturation du marché qu'elle porte en elle. La diffusion de biens durables, dont l'usage se perpétue dans le temps, cesse d'être envisageable à mesure que les investissements nécessaires à la production augmentent. Si une usine peut produire un million de chaises, alors il faut vendre un million de chaises. Si une chaise dure cinq ans au lieu de vingt, alors on en vendra quatre fois plus. Et l'usine sera rentabilisée quatre fois plus vite. La logique de croissance impose, paradoxalement, de satisfaire de moins en moins bien les besoins à mesure qu'on est capable d'en satisfaire plus.

La formule « la croissance crée l'emploi » est vicieuse à plus d'un titre. Non contente d'être une insulte à la raison et à la statistique, elle passe, en contrebande comme le Dieu malpropre du début, l'idée que la production vaut pour elle-même, indépendamment de sa capacité à satisfaire les besoins humains. Elle affirme que l'emploi tel qu'il est, aussi inutile, aussi nuisible ou aussi pénible soit-il, est désirable.

Une société sainement construite s'inquiéterait de répondre aux besoins des individus

qui la composent, en fonction non seulement des capacités techniques et des limites naturelles, mais aussi de la bonne volonté des intéressés à se soumettre au travail. Rompre avec la croissance, c'est remettre l'économie à l'endroit, au service des êtres humains, c'est choisir de consacrer moins de temps au labeur. Produire moins et vivre mieux.

Les possédants mènent la Terre à sa ruine et l'humanité à sa perte. Ils nous usent dans une course sans fin et sans raison. Nous pouvons leur arracher les moyens de production, reprendre le monde à notre compte.

Max Lhourson

1. Une part de l'investissement file aussi vers les pays dits « émergents », où elle sert à bâtir et faire tourner des bagnes sans nom. On pourrait croire que l'emploi perdu « chez nous » se retrouve là bas, peut-être multiplié. C'est oublier que le phénomène s'accompagne des mêmes transformations que celles qui ont bouleversé l'Europe: destruction des structures sociales rurales traditionnelles, prolétariatisme massive et paupérisation en conséquence. Si l'on admet même que ces pays connaîtront un développement comparable à celui de l'Occident – ce qui est peu probable étant donné la finitude des réserves énergétiques et minérales de la planète – rien ne laisse imaginer que les restructurations que nous avons connues ici leur seront épargnées. Déplacer les problèmes n'a jamais été les régler.

	1973-1980	1980-1990	1990-1999
États-Unis			
PIB	2,4	3,2	3,1
Emploi	2,2	1,8	1,3
Japon			
PIB	3,4	4,0	1,3
Emploi	0,7	1,2	0,4
Allemagne*			
PIB	2,1	2,4	1,8
Emploi	- 0,5	0,3	- 0,3
Royaume-Uni			
PIB	0,9	2,7	2,0
Emploi	0,1	0,7	0,2
France			
PIB	2,6	2,4	1,6
Emploi	0,4	0,3	0,4
Italie			
PIB	3,5	2,2	1,4
Emploi	1,1	0,1	- 0,3

Taux de croissance annuel moyen en pourcentage. Source: Insee.

Le PIB

Quand on parle de croissance, c'est à l'évolution du Produit intérieur brut, qu'on s'intéresse. Ledit PIB est, selon le Dictionnaire d'économie de C.-D. Échaudemaison, l'« agrégat de la comptabilité nationale fournissant une mesure de la production; il est égal à la somme des valeurs ajoutées, augmentée de la TVA grevant les produits et des droits de douane nets des subventions à l'importation ». Selon le même ouvrage: « La valeur ajoutée brute (VAB) est égale à la valeur de la production moins la valeur des consommations intermédiaires. » Sous ce dernier vocable se cache « la valeur des biens et services totalement transformés (planches pour une table) ou détruits (électricité) au cours du processus de production. » Merci, Claude-Danièle!

La loi du nombre

Voyons ce que disent les chiffres, des statistiques tout à fait récentes (source Insee). En 1998, le PIB s'élevait à 1 324,6 milliards d'euros, et la population active occupée à 23 491 700 personnes. En 2003, à 1 585,2 milliards d'euros pour 25 146 500 actifs. Le PIB a crû de 19,67 %; l'emploi de 7,04 %. L'écart s'est creusé de 12,5 points en quelques années. Déjà, le lien entre croissance et emploi paraît plus ténu: si la première « crée » le second, ce n'est pas, dans les faits, à un rythme identique.

Dans la statistique récente, il n'existe aucun cas où l'emploi ait progressé plus vite, ou même aussi vite que le PIB. Si on se penche sur les évolutions annuelles, il n'y a qu'en 1993, année de récession, qu'on observe une baisse un peu plus rapide du PIB que de l'emploi: - 0,9 % contre - 0,6 %. Retour à la « normale » en 1994, où le PIB a augmenté de 2,1 % par rapport à l'année précédente, tandis que l'emploi reculait de 0,8 %. Même chose en 1997: + 1,9 % pour le PIB, - 1,2 % pour l'emploi. Et pourtant personne n'allait alors clamant « La croissance détruit l'emploi! » Au contraire.

L'industrie automobile a connu ces dernières années une croissance remarquable: on a produit en France en 1990 3 295 000 véhicules. En 2004, 5 168 000 (données CCFA et Insee). Dans le même temps, 22 400 emplois disparaissaient (de 253 200 à 230 800). Production en hausse de 56,84 %, emploi en baisse de 9,9 %.

À Madame Le Vert

Juge d'instruction, palais de justice, boulevard du Palais,
75001 Paris

Bonjour,

Veuillez trouver, ci-joint, deux livres.

* Oui, nous avons hébergé un terroriste... de trois ans. De Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell (moi-même et mon épouse).

* Non. Construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie. De Rolland Hénault (il a enseigné en prison pendant plusieurs décennies).

Dans le premier de ces deux livres, vous êtes citée (pas spécialement en mal).

La moindre des choses, au royaume de la civilité, était de vous faire parvenir un exemplaire de ce livre.

Voilà qui est fait !

Cela étant, et il vous sera loisible de le constater, ces deux livres ne caressent pas particulièrement la justice, la police et l'administration pénitentiaire dans le sens du poil.

Le contraire eut été étonnant !

N'y voyez là aucune attaque « ad personna ».

Il est clair que vous ignorez tout de ce qu'il en est d'une garde à vue et de la prison. Comme les gaullistes, terroristes lors de la Seconde Guerre mondiale et grands résistants devant l'éternel, ensuite, qui tâchèrent du bagne de Cayenne et qui eurent l'honneur de supprimer cette infamie une fois aux affaires.

Mais, vous vous en doutez, même si cela importe à l'éducateur que je suis, je ne vous envoie pas ces deux livres pour, seulement, contribuer à votre éducation.

Je souhaiterais, en effet, que les parents de Péru, Mikel Albisu et Marixol Iparragirre, puissent les lire.

Comme à vous, la lecture de ces deux livres devrait leur être de quelque utilité.

Par-delà l'amitié que nous éprouvons, désormais, à leur rencontre, car ce sont des parents formidables, il nous semble important qu'ils puissent avoir connaissance de la globalité de notre opinion (elle ne les caresse pas spécialement dans le sens du poil) sur un certain nombre de points.

Merci, donc, de me faire part de votre point de vue.

S'il était positif, et, honnêtement, je ne vois pas pourquoi il ne le serait pas, cela nous ferait assurément gagner du temps. Car vous ne pouvez pas imaginer à quel point les chefs d'établissement pénitentiaire peuvent être bienveillants à l'encontre de certaines demandes estampillées par... et pas franchement bienveillants à l'encontre des mêmes demandes émanant de manants.

Bien libertairement à vous.

Chaucre, le 04/12/06

Jean-Marc Raynaud

N.B 1: Principe de précaution oblige, il se pourrait que vous ne soyez toujours pas persuadée de notre « innocence ».

« En soi », comme disent les philosophes, cela pourrait se concevoir.

Ce faisant, il se pourrait que vos enquêteurs aient « perdu » une cagoule¹ le printemps dernier, en Ariège. La campagne, c'est impitoyable. C'est plein de ronces qui accrochent les cagoules qu'on se met négligemment dans la poche arrière d'un « jean », la nuit, à l'occasion d'une visite incognito chez des gens figurant en tout bien tout honneur sur un carnet d'adresses. Le nôtre.

Tout cela est puéril. Quand vos enquêteurs ont débarqué chez nous, nous les attendions. Un petit mot, daté d'un mois avant, intitulé « À vous qui arrêtez déjà ceux qui hébergeaient des enfants juifs lors de la dernière guerre » les attendait. J'espère que vous en avez été informée. Auquel cas, il vous eut été loisible de comprendre que si d'aventure nous avions eu des carnets d'adresses compromettants, nous les aurions brûlé. Élémentaire, mon cher Watson.

Merci, donc, de laisser nos amis en paix !

1. Elle est à votre disposition sans que pour autant nous exigions, en retour, la restitution de nos affaires dont il semblerait que vous ayez décidé de vous les approprier. Tout cela est trop petit pour que, simplement, nous réitérions notre demande de restitution.

Quand l'autruche pète...

Thèse, antithèse, foutaises

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je? Le fidèle Dovedjian, moine-soldat du sarkozysme, qui se paie une petite déprime au sujet de l'insécurité: « **Est-ce qu'on a réussi? Non. Est-ce qu'on peut réussir? Non.** » Allons, allons... Cette impuissance serait due selon lui à la mondialisation. Pratique, la mondialisation. Ça excuse tout et son contraire. Un jour on nous explique que c'est un don du ciel, le lendemain que c'est la pire des calamités. Thèse, antithèse, foutaises...

Mais tout à coup plus optimiste, il s'exclame quelques lignes plus loin: « **Les électeurs du FN seront obligés de reconnaître que leurs préoccupations ont été prises en compte.** » C'est bien là l'essentiel. Et le rétablissement de la peine de mort, c'est pour mai 2007?

Optimiste lui aussi, Juppé vient de sortir un bouquin dans lequel il dit tout: « **J'adore sauter dans les vagues** », confie ce grand enfant. Difficile de faire plus trash...

Quant à Gilles de Robien, ce n'est plus de l'optimisme, c'est du délire qui l'anime: « **Tous les enseignants veulent passer plus de temps dans leurs établissements, mais ils n'ont pas les conditions de travail adéquates.** » Bien sûr, donnez-leur une chaise, un bureau, et les voilà fous de joie à l'idée de passer quarante heures au bahut... Élève De Robien, vous me copierez cent fois « je ne dois pas prendre mes désirs pour des réalités ».

Ségolène est-elle féministe? s'interrogeait cette semaine Libération, sur une pleine page. Si, à cinq mois des élections, Libé en est à ce niveau, qu'est-ce qu'on pourra lire en avril? Ségolène est-elle bi? Quoi qu'il en soit, plusieurs de ses petites camarades ont répondu avec franchise: « **Ségolène est un objet féministe non identifié** », a osé Laurence Rossignol, secrétaire nationale du PS. Mais pour ce qui est de botter en touche, histoire de pas se fâcher avec la candidate, le prix revient assurément à Aurélie Filippetti, ex-Les Verts, néoroyaliste: « **C'est une femme et c'est une femme.** » Ah. Ça pourrait faire un programme?

Peu importe, au final, puisque la cause féministe est entre de bonnes mains, incarnée paraît-il par Fadela Amara, présidente de Ni putes ni Soumises. Cette dangereuse activiste nous apprend en effet que « **la question de la parité touche autant les filles des quartiers que les soldes chez Hermès.** » Cela vous a un air de condescendance crasse, de populisme à deux balles, qui a fini d'énervier Rebecca, camarade du groupe Louise-Michel. Depuis, elle rêve d'offrir un sac Shopi à Amara. C'est qu'on a de l'humour, en banlieue.

Dans le registre du populisme, on notera également le premier slogan de campagne de Royal: « **Pour que ça change fort!** » Je n'invente rien, même pas le point d'exclamation... Ceci dit, c'est pratique, ça se décline facilement: « Pour que ça bouge à donf! », « Pour leur secouer leurs races! », « Pour kiffer grave! »... Et un petit bandeau en bas de l'affiche préciserait: « Et en plus, c'est une femme! » Succès assuré.

Frédo Ladrissé

... c'est toute la jungle qui fouette

Six semaines de détention provisoire pour rien

L'embouteillage de dossiers a permis le renvoi de la comparution immédiate, après l'arrestation abusive de quatre jeunes hommes à Strasbourg par quatre CRS en « mission de renforcement de lutte contre la violence urbaine ». De ce fait, les avocats des personnes arrêtées ont eu de fait le temps de visionner la vidéo surveillance, enregistrée dans le supermarché du quartier et de la transmettre au juge, évitant ainsi la condamnation des prévenus. Le film révèle un des interpellés menotté et frappé au sol, grimaçant à cause d'un bras tordu, tandis qu'il est emmené par la police, ainsi que l'usage de gaz lacrymogènes par les forces de police. La version des CRS était toute autre et il a été prouvé qu'ils ont menti. Cependant, pour le procureur, le récit des CRS « ne fait que relever de la commission de déontologie ». Bien sûr, un mensonge de flic, ce n'est pas un vrai mensonge!

Régularisation des travailleurs sans papiers de Modeluxe

Ces derniers ont gagné leur régularisation et l'arrêt des licenciements dans une grève rassemblant l'ensemble des salariés de l'usine de blanchisserie industrielle dans l'Essonne! Devant une très forte mobilisation locale et nationale, le préfet s'est engagé à la régularisation et l'employeur a annulé les licenciements. Cette lutte exemplaire prouve une fois encore que seule l'union fait la force!



« Base élève » un nouveau dispositif de surveillance

Depuis plusieurs mois, le ministère de l'Éducation nationale a conçu un nouveau logiciel informatique pour la gestion des élèves des écoles et le propose gratuitement aux directeurs des écoles du premier degré, ainsi qu'aux mairies, qui procèdent à l'inscription des élèves. Base élève, testée pour l'instant dans plusieurs départements, devrait être

généralisée à l'ensemble du territoire à la rentrée 2007. Derrière l'argumentation du ministère pour faciliter la gestion des inscriptions, des radiations, de la répartition des élèves dans les classes, ainsi que le suivi de la scolarité, le tout par un service gratuit, que se cache-t-il vraiment? Jusqu'à ce jour, les données personnelles des élèves restaient confidentielles et internes aux écoles, elles seront désormais accessibles à d'autres administrations (mairies, inspection de l'Éducation nationale, ou inspections académiques, etc.). Bonjour le respect des données personnelles dans ce pays!

Pinochet bientôt canonisé?

Les chaînes de télé et le Monde produisent des articles et reportage sur « un grand homme en train de mourir ». Pas besoin de rappeler, sinon aux plus jeunes d'entre nous, qu'en 1973 il renverse le président socialiste du Chili Salvador Allende, avec le soutien de la CIA et règne sur le pays par la terreur pendant 17 ans. Durant cette période, 3 000 personnes sont tuées ou portées disparues, 28 000 autres torturées, des milliers de Chiliens, s'enfuient ailleurs (souvent en France), suivis par les Uruguayens qui subissent le même sort avec le gouvernement des militaires de Montevideo. Pourquoi les médias français se contentent de relater l'agonie du dictateur, sans rappeler ses crimes et meurtres de masse, qui n'ont à ce jour jamais été punis? Le nouveau pape araignée ne songe pas à le canoniser?

Pour qui roule Frèche la flèche du PS!

Après avoir regretté publiquement que: « les équipes de foot comptent beaucoup trop de Noirs, par rapport au nombre de joueurs blancs », le fringant Georges a traité les harkis (qui votent pourtant en général massivement pour lui, dans la région Languedoc-Roussillon), de « sous-hommes ». Il a été poursuivi pour injure raciale. Cependant il n'a pas jugé utile de se déplacer au tribunal de Montpellier auquel il a fait parvenir un simple courrier expliquant: « Le terme de "sous-hommes" est sorti sous la colère, je voulais dire: minus ou minables. » En effet, les harkis apprécieront le distinguo!

Propos de médecins refusant les patients CMU et AME

Dans son rapport sur la précarité, Médecins du monde rend publiques quelques déclarations, recueillies lors de son opération de testing, de médecins refusant de prendre en charge ces patients. Un premier généraliste: « L'AME me révolte. » Un autre: « Je ne m'occupe pas de ces patients. » D'autres se retranchent derrière des difficultés de

remboursement: « On n'est jamais payés, on se fout du monde, tout le monde vous dira pareil ». Des argumentaires totalement faux selon Mdm. Autre catégorie, ceux qui mettent en avant des difficultés administratives: « On n'a pas la machine, on n'a pas d'interprète. » Une médecin d'Île-de-France: « Je ne prends pas de nouveaux AME, car c'est trop compliqué. » Un autre: « J'ai un dispositif pour la carte Vitale, ce n'est pas pour remplir des papiers. » Autre argument inédit: « Je ne suis pas agréé AME. » Le refus direct de la CMU peut s'assortir d'un commentaire: « Ça ne m'intéresse pas » ou: « Je n'ai pas à vous réorienter, car je ne vous connais pas », voire encore: « Je ne prends que les CMU que je connais. » Certains manifestent une méconnaissance totale du dispositif avouant « ne pas savoir si l'AME donne droit à aller chez un médecin », ou: « Je ne sais pas comment ça marche, je préfère que vous alliez aux urgences. » Et dire que tous ces gens là ont juré sur le serment d'Hypocrate!

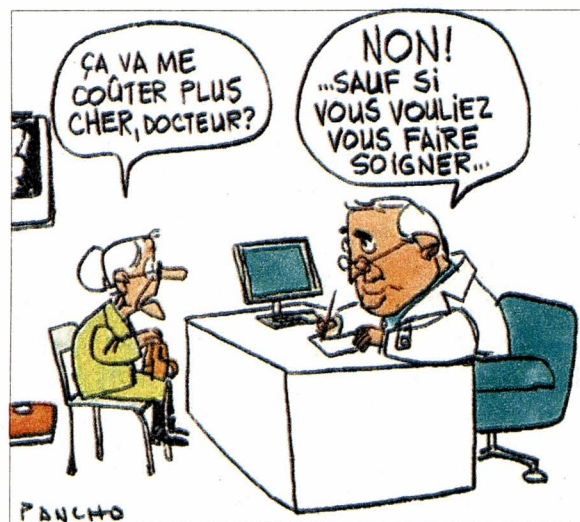


Non au chantage au licenciement

Les ouvriers de l'usine Bourgeois de Besançon ont refusé le chantage de la direction qui voulait passer de 35 h à 38 h 30 sans modification de salaire et remettre en cause la prime de fin d'année. Motif invoqué: pas assez compétitif, donc risque de suppression de 100 emplois. Mais les salariés ne sont pas dupes. Ce serait encore à eux de faire les efforts qui seront finalement récompensés par des licenciements à venir. Autant se tirer une balle dans le pied. Et puis la lutte n'est pas la même. Ils se battent contre ces licenciements brandis comme une menace et pour cela on n'est jamais assez nombreux.

Ultralibéralisme

Denis Kessler ou « le gros porc » de l'assurance française



Patrick Schindler

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

ÉVIDEMMENT, il s'en est passé du temps, entre le Kessler des années trotskystes et celui devenu PDG de la première compagnie de réassurance française, après son passage à la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) d'où il s'est fait jeter en se faisant traiter de « gros porc » par la profession, qui ne fait pas, elle-même, toujours dans la dentelle... Mais il faut croire que les propos ultralibéraux trop décontractés et provocateurs de Kessler ne sont pas du goût de tous ses collègues, qui « essayent de donner une bonne image de la profession », par voie de presse et de télévision (voir la dernière campagne TV de la FFSA). Cependant, cela n'a pas empêché le protagoniste d'encore sévir, après s'être fait également écarter de la direction du Medef (pour excès d'ultralibéralisme: il faut le faire!) dans un article de la revue *Risques*, de la FFSA de septembre 2006, sous le titre: « L'Ère de la vulnérabilité ».

Les grands mots, issus de la langue de bois, du langage spécifique utilisé par les acteurs de l'assurance et des grands risques de notre pays, du type: « une politologie qui devient victimologie », ou: « le terrorisme est le risque-type de l'ère de la vulnérabilité », etc... servent à Kessler d'introduction au discours bien connu des financiers ultralibéraux pour introduire leur thème favori: un « nouveau partage des risques » entre l'État et les assureurs privés.

Ainsi, le réassureur argumente-t-il: « Le pouvoir politique n'a pas encore pris la mesure de ce changement de paradigme dans la gestion du risque, qu'impose l'ère de la vulnérabilité. Il ouvre, pourtant, un très large débat sur le partage et le portage des différents risques, auxquels font face les sociétés modernes entre l'État, l'individu et les marchés financiers. »

Par cette phrase, Kessler sous-entend, on suppose, que, dans les pays anglo-saxons, ses modèles économiques, les financiers sont beaucoup plus modernes que dans notre pays d'arriérés et de syndicalistes: eux participent, sans complexes, au grand business des risques les plus lucratifs...

Aussi, pour nous en convaincre, revient-il sur l'histoire du dernier quart de siècle de notre misérable pays (qui ne veut pas évoluer vers un ultracapitalisme décomplexé), où: « l'intervention de l'État s'est largement concentrée sur la satisfaction de la demande politique immédiate, d'une extension de la couverture des "risques de l'existence", c'est-à-dire, principalement des risques sociaux »...

Que veut dire Kessler ici? Que « l'interventionnisme » de l'État (et l'on suppose que les gouvernements des années de gauche sont les premiers visés) s'est trop focalisé sur la garantie des pertes d'emploi, des fermetures d'usines et autres catastrophes sociales, géné-

rées par un capitalisme galopant après les profits pour ses actionnaires, au lieu de s'occuper, par exemple, de la couverture des risques industriels à la place des entreprises polluantes ?

Le réassureur préfère, quant à lui, « l'exigence de l'ère de la vulnérabilité » et souhaite « rediriger les ressources et l'attention de l'État vers de nouveaux risques, avec des besoins d'expertise nouveaux et d'ingénierie financière plus sophistiqués et plus lourds ».

Fastoche, comme ça, en résumé : l'État assure toutes les grosses merdes et catastrophes naturelles, scientifiques, épidémiologiques, tandis que les assureurs et réassureurs se focalisent sur ce qui rapporte (comme les mutuelles complémentaires haut de gamme, etc.), pas comme la guêpe !

Kessler attaque à nouveau l'État, mais chiraquien cette fois-ci, qui ne s'est pourtant pas vraiment démarqué par la générosité de sa politique sociale depuis 12 ans (voir les montants dérisoires accordés aux crédits concernant la recherche en général et la problématique du sida, en particulier, ou encore les couvertures sociales, de plus en plus remises en cause...) : « En France, les décisions publiques récentes traduisent le désintérêt paradoxalement croissant et pour le moins surprenant de l'État pour la couverture des risques qui ne sont pas assurables par le marché (ndr : le marché privé, qui, au passage décide, tout seul, si un risque est assurable ou non !), comme la bombe propre et son intérêt croissant pour la couverture des risques qui sont assurables par le marché (couverture santé des exploitants agricoles en France). Il s'agit là d'un échange de rôle totalement inefficace et sous optimal entre le marché et l'État ».

Ok, on voit bien ce que Kessler veut nous faire comprendre : que les assureurs privés se seraient délectés à prendre en charge la santé des agriculteurs, une niche juteuse, surtout celle des grands propriétaires agricoles, qui ont les moyens de prendre des couvertures haut de gamme (du type de contrat proposé par AXA destiné aux clientèles riches)...

Enfin, le réassureur d'ajouter : « Disposant de ressources sous contraintes, cette redirection des moyens de l'intervention de l'État assureur se fera inévitablement au détriment de certains de ses domaines traditionnels, et sera moins gratifiante, à court terme, que l'élargissement des couvertures sociales. À long terme, préparer le pays et ses structures collectives à la gestion du risque majeur et au cœur de la responsabilité politique, de protection de la cité [...] ».

Autrement dit, pour Kessler, l'ultra, il s'agit que l'État continue à assurer la couverture des plus gros risques (nucléaires, pandémiques, comme la grippe aviaire ou le Sras¹, la majeure partie des sinistres industriels et des pollutions, etc.), tandis que les risques qui pourraient, à terme, devenir rentables, comme les assurances maladies

complémentaires, deviendraient le privilège des assureurs et réassureurs privés.

Et le monsieur n° 1 de la Scor de terminer par une petite leçon de morale libérale internationale : « La plupart des grands pays industrialisés ont engagé cette réflexion de fond, qui est aujourd'hui le principal enjeu d'une coordination entre État, assureurs et réassureurs. »

Donc, pour conclure, Kessler se réjouit du système anglo-saxon. Pour rappel, aux États-Unis, 40 millions d'habitants ne bénéficient d'aucune couverture sociale et de santé ! Un beau système de partage et de solidarité entre les acteurs ! Entre un gouvernement Bush qui, on l'a vu durant les catastrophes naturelles survenues à la Nouvelle-Orléans, n'a pas filé un cent aux sinistrés et des assureurs privés qui ont fait kif-kif, puisque les pauvres concernés n'avaient pas les moyens d'assurer leurs maigres biens. Du coup le mot d'ordre américain était : « demmerden sie sich » ! Jolie mentalité...

Cela dit, ce Kessler n'en est pas à son coup d'essai. Lors d'une conférence de presse, à laquelle il m'a été donné d'assister professionnellement, ce dernier n'avait-il pas déclaré, l'an passé, au sujet des chômeurs : « Le chômage est une maladie qu'il ne faut pas soigner bouton par bouton, mais qu'il faut carrément éradiquer » ! Je m'étais levé, avec mon collègue de l'Espace social pour quitter la fac de Dauphine, avec seulement... une vingtaine d'étudiants écoeurés. En effet, juste avant je lui ai hurlé du coin des journalistes : « Et c'est pour ça que vous venez de licencier 1 300 personnes, à peine vos fonctions prises à la Scor ! » Mais déjà sa claque rapprochée empêchaient mes propos de parvenir à ce triste individu, qui, il ne nous reste qu'à l'espérer, sera lui aussi victime, un jour prochain, d'un gros sinistre non assurable !...

Ah ! les salops !...

PS.

1. Sras : syndrome respiratoire aigu sévère.



Qu'est ce que le RESF ?

Faut-il présenter le Réseau éducation sans frontières ? Né à l'été 2004 à partir de deux expériences de soutien à des élèves majeurs sans-papiers par des enseignants de banlieue parisienne, il a eu le soutien de syndicats enseignants impliqués dès le départ (FERC-CGT, Sud, CNT) puis de la FCPE, suivie de la FSU et d'un grand nombre d'associations. Le Réseau prend une ampleur notable au cours de l'année scolaire 2005-2006, avec l'implication massive un peu partout en France de personnes de tout horizon ; ce sont surtout les parents d'élèves des écoles primaires qui donnent sa force à ce mouvement. Une force qui contraint Sarkozy à reculer à deux reprises, en octobre 2005 quand il garantit la présence des enfants jusqu'à la fin de l'année scolaire, et en juin 2006 quand il édicte une circulaire ouvrant droit à des régularisations (peu nombreuses en fin de compte). Une force qui continue à s'étendre et à mobiliser au jour le jour.

Jean-Pierre Fournier

JE SUIS DE CEUX qui ont été engloutis par le Réseau éducation sans frontières. Sollicité pour la défense d'une famille chinoise de mon collège, j'ai d'abord contribué à la création d'un comité de soutien, et puis me voilà comme tant d'autres courant les aéroports en plein mois d'août pour empêcher le départ d'un jeune majeur, passant des heures à confectionner des dossiers alors que la pape-rasse me fait horreur, découvrant des dizaines d'autres Parisiens « hyper-actifs » et très nombreux dans mon vingtième arrondissement. Mais derrière la fébrilité de tout mouvement de masse (la ferveur de ces rassemblements devant les écoles de Belleville le 5 juillet : quand a-t-on vu ça avant ?), j'ai été curieux de voir « comment ça marche ? ».

La première chose qui m'a frappé de ce point de vue, c'est la très grande réactivité du réseau ; alors que dans une organisation militante personne ne se bouscule au portillon pour assurer telle ou telle tâche (il y a même un certain snobisme à prendre l'air détaché), à RESF, ça tourne : qu'il s'agisse de répondre à une question juridique sur une liste internet, d'aller protester devant un commissariat, de s'opposer à une rafle à Belleville (encore !), aussitôt dit aussitôt fait ; même chose pour les cas urgents : quand il faut entourer de plus près une famille menacée, il y a des volontaires qui apparaissent.

C'est là aussi une seconde caractéristique : on rentre et on sort sans comptage ; pas de cotisations ni de cartes, et on ne sait pas combien on est. D'ailleurs, qu'est-ce qu'un individu RESF ? Un militant ? Souvent, à l'extrême même, comme en période de grève. Mais ce sont aussi les dix membres de la petite liste internet de mon établissement, présent le jour d'un parrainage, presque tous là le jour du pot pour la régularisation du parent d'élève, lisant attentivement les messages – et contents d'être de ce côté-là, disponibles mais dont les soirées restent familiales. Y a-t-il même une étiquette ? Les parents d'élèves d'une école proche défendent les familles sans-papiers. Deux d'entre eux ont participé aux dépôts collectifs qui démarrent de l'hôtel de ville vers la préfecture de police : sont-ils RESF ? Je ne leur ai jamais posé la question, eux ne se la sont sans doute jamais posée non plus. Une autre école m'a par contre demandé d'être là pour lancer leur comité : au bout d'un quart d'heure, je leur ai dit qu'ils étaient assez grands, et voilà ; ce matin, une instite d'une troisième école me parle d'une réunion possible : elle a découvert que sa jeune et timide collègue avait beaucoup aidé une famille, que des parents... En fait ça fait plusieurs mois que ça dure, dans une ambiance RESF, sans être formellement dans le réseau. Bien sûr je pense qu'il est plus efficace d'être coordonnés, et ça se fait peu à peu.

Mais là-dedans, qui décide? Les arrondissements parisiens ont leurs propres réunions, prennent date pour tel rassemblement ou telle attitude (faut-il rappeler la police pour avoir des rendez-vous ou vaut-il mieux attendre?). Même genre de question lors des réunions quasi mensuelles au siège de l'émancipation, impasse Crozatier: est-ce qu'on s'occupe de la question du logement, qui écrit le communiqué, la lettre, le tract? Pas de vote, une avancée au consensus plus ou moins général. On s'en-gueule quelquefois (mais moins que sur les listes internet), mais rarement sur des points de divergence politique.

Non qu'il n'y ait de divergences: entre ceux qui n'ont que « la république » à la bouche et beaucoup de respect pour « les élus » et ceux qui pensent au contraire qu'il y a un fossé d'intention entre eux et nous, il y a eu plus d'une discussion; le point d'accord a été: on travaille avec tout le monde, mais tout dépend qui sert qui; nous pouvons (?) nous servir des élus, ce n'est pas à eux de se servir de nous. Position fragile, et de plus en plus fragile sans doute dans les semaines à venir, mais ça permet à tout le monde d'avancer.

Les listes internet permettent de diffuser l'info, surtout pour les urgences, et de discuter; les plus utiles sont les mini-listes par arrondissements, par quartier, voire par comité, ou par sujet, où les gens se connaissent et se respectent; les grandes listes donnent lieu comme toutes les listes à quelques mesquins débordements, sans conséquences.

Et les militants, là-dedans, « les vrais », ceux qui militent dans une organisation et diffusent des idées? Eh bien d'abord on en voit peu, aussi bien à gauche qu'à l'extrême gauche: parmi la centaine de gens que je côtoie fréquemment, trois membres de la Ligue des droits de l'homme, un militant du PC, un ou deux sans doute au PS, deux syndicalistes de Sud tendance fédérale (et aucun de Sud parisien), de rares cénétistes... Aucun membre du SNES, beaucoup de FCPE (mais est-ce une organisation militante ou un réseau aussi?). Les encartés sont bien cachés ou peu présents. Sans doute les militants sont-ils déconcertés par l'absence de références idéologiques, de codes langagiers, par la pluralité des personnes et des choix. Pas de combats internes, de clans, de structures à contrôler, ça doit leur faire bizarre, alors on ne les voit pas. Ou peu. Ou comme tout le monde.

Et sur le plan national? D'abord j'ai l'impression d'une différence entre Paris et le reste de la France. Mais je n'en sais rien au fond; la densité RESF dans certains quartiers parisiens permet cette vie active où personne ne peut trop contrôler personne. J'ai eu l'impression que, dans bien des endroits, RESF était plus un cartel d'orgas. Impression fautive?

Les réunions nationales, en tout cas, m'ont bien plu: interventions posées, vraies oppositions (à la dernière: faut-il une représentation des organisations constitutives du Réseau – pour moi, c'est NON!), bonne écoute entre



une petite centaine de personnes qui se sont déplacées des quatre coins de la France: pas de mandats, de motions, de contre-motions, ça n'empêche pas de discuter et, espérons-le, d'avancer. Pas forcément dans le bon sens: la liste dit « burot », où l'on discute par exemple des communiqués, ne serait réservée qu'à quelques représentants par ville ou région alors qu'elle est aujourd'hui ouverte à tous (avec les risques et les encombrements possibles). Représentation plus équitable et plus responsable ou apparition du petit groupe qui décide, même si les délégués sont révocables et contrôlés: il y a débat.

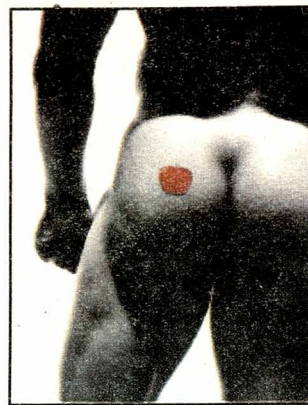
On le voit, RESF n'est pas le paradis, de même qu'aucune expérience de lutte collective. Peut-être que demain la récupération politicienne sera la plus forte. Mais à présent on y lutte, on y vit, avec toutes sortes de gens.

Un ensemble de gens bien différents, dont certains auraient la tête farcie d'âneries (et qui penseraient la même chose de moi) mais qui essaieraient d'aller vers plus d'égalité. Dis-moi, la société libertaire, ça ne ressemblerait pas un peu à ça?

J.-P. F.

Venezuela

Le « chavisme » ou l'art d'éviter le pire !



L'évolution de la situation politique et sociale au Venezuela suscite de nombreuses discussions, y compris au sein du milieu libertaire, où les positions vont du soutien plus ou moins critique au régime Chavez à un rejet net de ses principes et son fonctionnement. Le récent film de Ressler et Azzellini, *Cinq usines. Contrôle ouvrier au Venezuela*, réalisé en 2006, met l'accent sur un aspect mal connu de la situation vénézuélienne actuelle, les changements introduits par le nouveau pouvoir sur le terrain de la production. À l'aide d'interviews et témoignages de « gestionnaires » et de travailleurs, le film montre les conditions de travail dans cinq entreprises où fut installée une forme de gestion que certains – dont les auteurs – ont appelé « contrôle ouvrier ».

Charles Reeve

Le

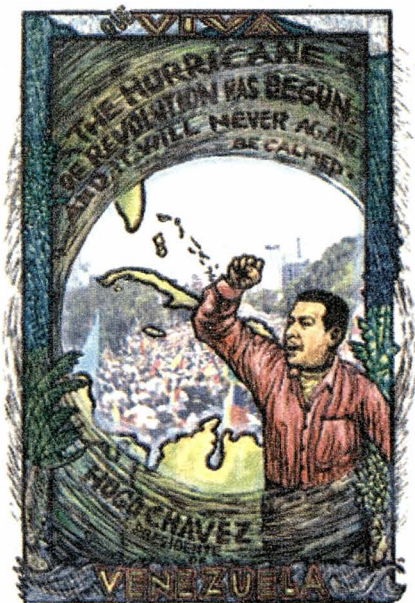
LE PASSAGE À PARIS de deux camarades vénézuéliens fut l'occasion d'engager un débat public (à la Passerelle à Paris, fin septembre 2006) sur un document qui permet de sortir de l'affrontement strictement idéologique et d'aborder la situation actuelle à partir des conditions concrètes de la reproduction de la vie sociale.

A., métallurgiste licencié vivant aujourd'hui de « l'économie informelle » et C., instituteur dans une petite ville de province sont d'anciens militants des mouvements de « libération nationale », dont ils ont fait la critique. A contrario de la plupart des membres de ces groupes, qui ont rejoint le « projet chaviste » pour constituer aujourd'hui ses cadres locaux et nationaux, A. et C. font partie des quelques-uns qui optèrent pour un engagement à la base dans les luttes. Ils revendiquent des positions socialistes antiautoritaires et mettent l'activité autonome des travailleurs au centre de leurs préoccupations.

Le texte d'invitation au débat situait les récents développements au Venezuela dans une perspective historique et dans un cadre plus large.

Les « 30 années glorieuses » ne le furent pas seulement pour les capitalistes dans les « pays développés » mais également en

Amérique latine. À la suite de politiques keynésiennes d'intervention de l'État, on assista à une forte industrialisation et une importante modernisation économique et sociale. Si l'exode rural dépassait la demande de force de travail dans le milieu urbain, la perspective de l'ascension sociale n'était pourtant pas une simple illusion, et les couches moyennes se développèrent de façon rapide. Les « mouvements de libération nationale » anti-impérialistes représentaient, en quelque sorte, les courants qui voulaient profiter de cette évolution – et éventuellement l'accélérer –, sans pour autant avoir à se soumettre aux conditions d'un marché mondial dominé par les États-Unis. L'épuisement du modèle keynésien, qui se manifesta mondialement mais étalé dans le temps, s'exprima dans les années 1980 en Amérique latine par la crise de la dette extérieure. Les politiques néolibérales qui s'ensuivirent marquèrent le blocage social pour les habitants des bidonvilles, et une dégradation de la situation matérielle des salariés et de la classe moyenne. L'effondrement du bloc soviétique et la conséquente unification du marché capitaliste à l'échelle de la planète, accentuèrent encore cette tendance. Les mesures populistes disparurent et la misère s'est massivement étendue chez les classes



de la volonté des citoyens et qu'il n'existait que par eux. Dès lors, il semblait difficile de ne pas permettre à certains citoyens de voter périodiquement pour exercer leur souveraineté. Au fil du temps, les masses devenant de plus en plus instruites, le droit de vote a été élargi, avec parcimonie, et depuis peu (1944 seulement en France), tout homme et toute femme majeur-e peut participer aux consultations organisées par le pouvoir. Mais l'octroi progressif du droit de vote n'a été qu'un moyen pour les gouvernants de domestiquer les foules en cachant l'honteuse appropriation dont leur pouvoir est issu. Totalement illégitime d'un point de vue historique et moral, parce qu'issu de la loi du plus fort, le pouvoir, après s'être auto-légitimé par la religion, s'auto-légitime maintenant par les élections.

Agir au lieu d'élire

Participer aux consultations électorales ne signifie donc en réalité qu'accepter ce système, montrer et renouveler sa croyance en la légitimité d'un pouvoir que jamais nous n'avons mis en place. Car loin d'être l'expression de la volonté populaire, le

gouvernement est le résultat de la dépossession du peuple de sa capacité de régler lui-même son existence. Les rois et autres gouvernants successifs ont étendu leur domination à des territoires si vastes qu'il nous paraît aujourd'hui impossible de les gérer autrement que par des représentants ; c'est parce que nous avons oublié qu'avant la monopolisation du pouvoir, c'est localement que les gens s'organisaient, car leur travail, leur voisinage, leur commune constituaient l'essentiel de leur vie, comme c'est finalement toujours le cas pour nous. Désormais, la plupart des gens ne parviennent plus à envisager de se passer de dirigeants ; la complexité et le gigantisme de la société nous dépassent. Mais il ne faut pas s'arrêter à la déresponsabilisation à laquelle mène la représentation : admettre les chefs, c'est accepter la soumission et oublier que personne n'est mieux placé que nous pour gérer notre propre vie. Confier tout pouvoir à des dirigeants pour cinq ans, c'est nous dessaisir de nos affaires, oublier nos responsabilités en mettant notre existence entre les mains d'inconnus qui jamais ne chercheront à nous connaître ni à se préoccuper

de nos besoins. Peut-être qu'une nation entière, dans toute son étendue, ne peut être gérée par ces citoyens eux-mêmes ; c'est la raison pour laquelle il nous faut repenser notre organisation et relocaliser les prises de décision. C'est le seul moyen par lequel nous nous réapproprions notre propre existence, la seule façon de remettre à l'endroit un système qui fonctionne à l'envers, où le peuple « souverain » est dominé, déresponsabilisé et, finalement, oublié par des dirigeants qui, arrivés au pouvoir, n'ont plus en tête que de faire marcher l'économie tout en conservant leur position d'influence. Car qu'ils soient de gauche ou de droite, les partis, parce qu'ils acceptent l'existence du pouvoir, parce qu'ils cherchent à le conquérir et à l'utiliser pour gérer la société, ne font que faire perdurer des structures de domination qui ravalent l'individu au rang d'objet à administrer. Les élections ne serviront jamais à redonner au peuple la capacité de décider. Plutôt qu'élire, il faut donc plus que jamais agir.

Simon - groupe Louise Michel



L'autogestion, un antidote au parlementarisme

Si le mot « autogestion » n'est arrivé que tardivement dans notre vocabulaire, il recouvre pourtant une histoire riche et ancienne et représente un ensemble de pratiques populaires actuelles et d'horizons culturels bien différents. Le mot qui signifie littéralement « gestion par soi-même » a surtout circulé dans les années 60. Il désigne des formes d'organisation, souvent à grande échelle, dont l'objectif est de permettre à des travailleurs, des usagers, des consommateurs, ou n'importe quel autre groupe social, de s'organiser eux-mêmes pour gérer directement : production, consommation, biens ou services en commun, habitat, luttes sociales... Des travailleurs redémarrent l'entreprise abandonnée par les patrons, des consommateurs se rassemblent et créent une coopérative de produits alimentaires, des citoyens se regroupent et se mettent en relation directe avec un agriculteur, des parents créent une association pour ouvrir une crèche parentale ou une école associative, des habitants créent une association de quartier... L'autogestion trouve la place qu'on lui accorde.

Il n'existe aucun modèle d'autogestion, ce qui est un signe de profond plu-

ralisme. Mais ses caractéristiques sont de conjuguer démocratie directe, refus des rapports hiérarchiques, recherche de l'égalité économique et sociale, partage des savoirs et des responsabilités voire des biens, autonomie et transparence des décisions. L'autogestion est à la fois un outil d'organisation et une éthique, un but à atteindre et la méthode employée pour y parvenir.

En partant de la Commune de Paris de 1871 où les Parisien-nes insurgé-es et assiégé-es s'approprient et organisent la vie quotidienne dans la capitale, en passant par les épisodes révolutionnaires et les insurrections populaires de divers pays dont l'Espagne et son formidable mouvement autogestionnaire de 1936 à 1939... en arrivant aujourd'hui aux entreprises sans patrons d'Argentine et d'ailleurs... les aspirations les plus profondes pour s'émanciper se sont souvent exprimées à travers des épisodes autogestionnaires.

L'autogestion, comment ?

L'autogestion, organisée sur un plan fédéral (communal, régional, par branche d'activités...) est une proposition d'organisation, où personne -homme ou femme, français ou non, salarié ou chômeur...- n'est écarté. Elle part d'une démarche simple qui est de rassembler des personnes concernées par un centre d'intérêt et qui souhaitent produire leurs modes de décision, contrôler leur expression, leurs revendications, sans récupérations. Elle n'empêche pas la délégation mais la contrôle strictement : rotation des fonctions, transparence et accès aux informations, contrôle de l'application des décisions, assemblées souveraines, refus de professionnaliser la fonction de représentant...

Cette proposition autogestionnaire trouve déjà un écho concret et quotidien si l'on songe aux dizaines de milliers d'associations en France, aux centaines d'entreprises coopératives, aux systèmes d'échanges locaux (SEL), aux coopératives de consommateurs (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, coops bios...), aux comités de lutte (sans papiers, mouvements contre le CPE...)... Ces formes d'autogestion partielle sont autant d'affirmations de nos capacités et de nos désirs à décider nous-mêmes, voire à gérer directement tout ou partie de la société.

L'autogestion, pourquoi ?

La démocratie parlementaire repose sur une prétendue égalité des droits qui fait bon ménage avec l'injustice sociale; son fonctionnement repose sur une délégation des pouvoirs vers les élu-es. Nous n'avons aucun moyen de contrôler voire révoquer ces carriéristes de la politique qui défendent trop souvent des intérêts qui ne sont pas les nôtres (financements occultes, détournements de biens publics, privatisations des services publics, lois anti sociales, soumission à l'oligarchie capitaliste...). En démocratie parlementaire, il y a bien un clivage entre riche et pauvre, entre élu et électeur.

Pendant que les trahisons, l'exploitation, l'injustice de classe, le racisme, l'expression brutale du Pouvoir... sont légitimées par ces élites, qu'elles soient politiques, patronales ou économiques, l'autogestion propose à tous un formidable antidote collectif qui peut permettre une émancipation de ces tutelles. La réappropriation de nos outils de travail, de notre cadre de vie, de nos méthodes de lutte collective, de nos modes de décision... sont un apprentissage quotidien



vers l'autonomie et la liberté, contre le capital et les politiciens, qu'ils soient fascistes ou d'extrême gauche. Quand nous nous regroupons et que nous trouvons les moyens d'exprimer nous-mêmes l'injustice, les politicards ne servent plus à rien.

Pour les anarchistes, l'autogestion généralisée, que nous qualifions de «libertaire» (c'est à dire associée aux valeurs d'égalité, d'entraide, d'émancipation politique et économique), est le plus sûr chemin vers la responsabilisation et l'intérêt collectif, la démocratie directe, l'abolition du patronat, à la recherche d'une cohésion sociale qui échappe aux règles capitalistes de la concurrence et aux lois autoritaires d'organismes pourtant censés nous représenter.

Si nous appelons à s'abstenir aux élections, c'est parce que nous pensons que les systèmes de représentation parlementaire ne sont pas émancipés du capital, et pérennisent un système politique qui s'est délégitimé. Notre proposition alternative est une société d'égaux où chacun-e doit avoir le droit de s'associer aux autres, pour participer, décider, et mandater - autrement qu'avec un bulletin de vote, tous les cinq ans - des représentants qui doivent rendre compte devant leurs mandataires. Si nous nous abstenons, c'est que nous assumons nos responsabilités en appelant à ne pas se reposer sur le personnel politique ; c'est surtout pour appeler à construire quotidiennement l'autogestion, depuis nos lieux de travail jusque dans nos quartiers ou associations. C'est un plus sûr chemin vers la liberté que la dépendance aux politiciens offerte par la représentation parlementaire !

Daniel - groupe Gard Vauluse

L'écologie est-elle soluble dans les élections ?

Le bilan écologique, tant dans les pays industrialisés, que dans les pays pauvres, s'avère particulièrement mal en point. Il semble y avoir accord unanime sur cette question. C'est la résolution du problème qui soulève des divergences profondes et c'est un euphémisme.

L'effet de serre s'affirme de plus en plus, les ressources en eau et en énergies fossiles s'épuisent, la fertilité des sols diminue sous l'effet des produits chimiques... conjugués à cela, s'ajoute l'augmentation de la population mondiale. Il y a comme une impasse !

Le risque de la barbarie

Le capitalisme, système mondialisé, pour pouvoir survivre, se contraint à produire toujours plus, et donc à accroître les problèmes. Ses partisans, les libéraux de tous bords, des plus durs aux plus flexibles, qui ne peuvent se résoudre au partage des richesses, vont pourtant avoir à sortir de ce cul-de-sac. L'innovation technologique est une fuite en avant qui ne pourra au mieux que décaler à brève échéance le problème. La décroissance, c'est-à-dire la réduction de la consommation d'énergies fossiles, d'eau et de matières premières, n'est ainsi pas une question idéologique mais une nécessité. Sur quels facteurs vont-ils agir : imposer des quotas à la population (ex : droit de se chauffer l'hiver à minima) ? Limiter l'accès à l'eau potable ? Souiller des régions entières par des déchets industriels ? Entretenir des foyers de

guerre pour limiter le nombre d'individus ?

... étant entendu, que les classes dirigeantes ne remettront pas en cause leur propre niveau de vie, car elles, selon leurs critères, elles le méritent ! ... Plusieurs scénarios sont possibles qu'on peut réduire à un mot : l'éco-fascisme !

Des atouts de la simplicité volontaire...

Un autre courant de pensée, avec lequel nous avons des affinités, met en avant la simplicité volontaire. Effectivement, les anarchistes ont toujours été sensibles à l'action individuelle. "La propagande par le fait" aujourd'hui, c'est, entre autres, consommer différemment. Même si ce n'est pas toujours possible, il s'agit de privilégier l'alimentation biologique et végétale, les producteurs locaux, la circulation en transport en commun ou à vélo, la pratique du compost à partir des déchets alimentaires, ce qui permet d'alléger de 30 % les poubelles des foyers et favorise le tri des autres déchets pour leur recyclage éventuel... Il existe mille et un autres trucs pour réduire son impact écologique. Pour cela, il n'est point besoin d'attendre que la ou le bon-ne candidat-e soit élu-e ! C'est aussi tenir une certaine cohérence avec un discours écologiste. Faire des choix dans sa consommation revient ainsi à pratiquer le boycott, qui, on l'oublie trop souvent, est une arme préconisée par le syndicalisme révolutionnaire, aux côtés du sabotage et surtout de la grève générale. Et selon le principe des petits ruisseaux faisant les grandes rivières, l'accumulation de ces changements individuels, si elle témoigne d'une évolution culturelle de la population, aura un certain poids économique.

... à ses limites

Mais, il ne s'agit pas de se leurrer non plus sur la portée de cet impact, de cet engagement. Les secteurs parmi les plus dévoreurs d'énergie et les plus polluants sont l'agriculture industrielle, le complexe militaire industriel, les transports et chacun d'entre nous est isolé face à cela : que peut-on faire face à la cherté du train par exemple ? Sa gratuité, donc une autre répartition des coûts, implique des décisions collectives, politiques. Que ce soit la question de l'énergie, des pratiques agricoles, c'est bien toute l'organisation sociale qui est à repenser.

Pour cela, faut-il s'emparer des rênes de l'Etat ? Faut-il siéger au Parlement pour prendre les bonnes lois ? Beaucoup de progressistes y ont cru et y croient encore. L'Histoire de la social-démocratie au pouvoir est pourtant révélatrice : il n'y a pas eu de changements dans les rapports sociaux. Les fameux "acquis" ont été conquis de hautes luttes, par la grève et la manifestation, face à des gouvernements de droite ou de gauche, et non concédés par des gentils ministres soucieux des classes populaires.

Ils rêvaient de changer le système, c'est le système qui les a changés

Les écologistes au pouvoir ont fait comme les socialistes : ils rêvaient de changer le système de l'intérieur, c'est le système qui les a changés. Les socialistes de tous pays se sont réconciliés avec l'entreprise, c'est-à-dire avec le capitalisme. Une ministre Verte (Voynet) a pu aller jusqu'à signer un décret d'enfouissement de déchets radioactifs entre autres compromissions. Faut-il s'en étonner ? Pouvait-elle faire autrement ?

Certes, la solidarité gouvernementale et donc l'abandon de sa particularité "écologiste" faisait loi. Mais, si on se livre à une réflexion sur ce que ce sont réellement les institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise, et non sur ce qu'elles prétendent être, on s'aperçoit qu'elles sont au service des intérêts du monde de l'économie : légalisation des extensions d'élevages intensifs pourtant hors normes, budgets de recherche, développement des services publics après guerre quand les entreprises étaient trop faibles pour avoir leurs propres infrastructures, privatisation et bradage des secteurs rentables de ces mêmes services publics maintenant que l'intérêt privé capitaliste dispose des moyens pour prendre le relais...

Quand on est au gouvernement ou au Parlement : comment modifier les pratiques agricoles face aux lobbies ? Comment démanteler le complexe militaro industriel ? Comment re-collectiviser la gestion de l'eau et des déchets ? Comment revoir la politique des transports face aux pé-troliers et aux constructeurs automobiles ? Comment rénover les logements face aux propriétaires privés ? Ainsi, le projet de Loi sur l'eau de la ministre de l'écologie, Dominique Voynet, pourtant ambitieux à son origine, s'est littéralement asséché après le moulinage des lobbies et le recadrage des parlementaires et ministres de l'Ecologie successifs.

L'écueil est patent et conforme à la constitution des institutions en milieu capitaliste.

Y croire encore ?

Il se trouve qu'une partie de la gauche de la gauche, écologiste engagée, n'est pas loin de partager cette analyse. Pourtant, cette mouvance s'évertue à vouloir présenter un-e candidat-e, beaucoup sans illusions certes, mais au motif de faire connaître les idées antilibérales et de décroissance en utilisant les outils du système. Or, une campagne électorale, spécialement présidentielle, outre qu'elle sollicite la signature de 500 élus locaux, coûte très cher. Pour espérer rentrer dans ses frais, il importe de recueillir au minimum 5 % des voix. Donc, il faut que les gens qui y croient votent pour ce ou cette candidat-e anti système, en quelque sorte légitiment le système de la délégation de pouvoir sans contrôle et le passage dans les mass-médias officiels comme lieux de débats sincères : soutenir le système alors qu'on est anti-système ? N'est-ce pas un peu schizophrène ?

De deux choses, l'une : ou les institutions capitalistes sont vérolées et donc à détruire

ou elles sont acceptables ? Soit l'on accepte ses règles et on attend son tour, soit on dénonce sans relâche l'illusion de changer les choses par la voie électorale. Laquelle voie, avec toute l'énergie dépensée à présenter un ou une candidat-e, à être comme les autres, contredit le discours sur l'action directe, extra parlementaire, et risque d'encourager au contraire à l'attente du sauveur, à la résignation et à l'apathie.

Alors, on fait quoi ?

Aussi, le combat à mener est, selon nous, double. Il s'agit d'abord d'un combat culturel : changer les mentalités et les pratiques par l'exemple et l'information juste, au sein de la population, sans élitisme. Ensuite, y a-t-il une autre voie que reprendre en main l'économie :

c'est-à-dire en finir avec la propriété privée des moyens de production et de distribution ? C'est seulement si l'outil de production est aux mains de la population, s'il est autogéré, débarrassé de la logique de

profit, que le circuit économique pourra prendre en compte les facteurs écologistes, être relocalisé, car tel sera l'intérêt des individus. Pour en arriver là, il faut susciter le désir du changement auprès de la classe laborieuse ou qui chôme car elle est la plus nombreuse, en finir avec l'aliénation à la marchandise dernier cri.

Seuls, l'action directe des individus (comme le fauchage volontaire de champs d'OGM ou la grève...), leur coordination par le biais du mandatement révocable, le refus des privilèges, l'impossibilité de l'enrichissement personnel par accumulation de biens, sont à même de nous faire sortir de l'impasse écologique et sociale dans laquelle l'Etat, le capitalisme et la facilité nous ont mis. C'est d'un changement de civilisation dont nous avons besoin, la réappropriation de la chose publique, de la politique par les individus eux-mêmes, c'est-à-dire une nouvelle éthique d'organisation.

Le refus de la délégation sans contrôle, sans débats initiaux, donc l'abstention aux élections parlementaires et étatiques sont un pas. Il n'est pas négligeable de priver les acteurs et actrices du système de la légitimité dans laquelle ils/elles se drapent, grâce à nos voix. Et si l'on veut que les individus puissent réellement choisir et agir, l'égalité économique et sociale est incontournable. L'égalité sociale c'est reconnaître à chaque individu, quelque soit son origine ou son sexe, qu'il/elle soit ap-

prenti-e ou ingénieur-e, aide-soignant-e ou chirurgien par exemple, le même droit aux richesses sociales et à la prise de décision pour ce qui les concerne. Il faut briser la hiérarchie du métier, constitutive aussi des classes sociales. Il faut s'affranchir des préjugés de classe et revoir l'éducation, y compris de soi-même, à la responsabilité écologique et sociale. Cela implique la transparence dans les informations, d'avoir du temps pour étudier les problèmes et en discuter. C'est une révolution dans le travail qu'il faut : quoi produire ? Quel impact social (quantité et pénibilité du travail nécessaire...) et écologique il en résulte (ressources consommées, pollution générée...) ? Pour ne pas être refusée massivement et pour espérer réussir, la décroissance ne peut être qu'associée au partage des richesses et des décisions.

Croissez et multipliez ?

Pour 2050, la population est estimée à 9 milliards d'individus ! 50 % de plus qu'aujourd'hui ! La question démographique demeure taboue mais il faudra visiblement rompre avec les politiques pro-natalistes, donc s'affranchir des préjugés religieux et patriotiques. La belle formule de "la maternité consciente" revendiquée par les féministes trouve une alliée de choix avec la décroissance. Pour différentes raisons, nous sommes même plusieurs à aller jusqu'à pratiquer l'abstention... d'enfanter, à ne pas confondre avec l'abstinence !

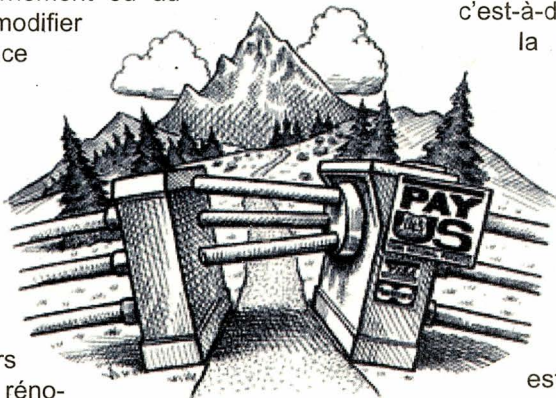
Le pari libertaire

La tâche, pour immense et complexe qu'elle paraisse, est incontournable et incompatible avec simplement un changement de personnel au gouvernement. Mais elle est aussi stimulante. Que les humains soient capables de s'autogouverner, tel est le pari libertaire : un pari sur la responsabilité.

Alors l'écologie est-elle soluble dans les élections ?

Je crois que ce qui précède en a fait le procès. Si l'on veut rompre avec les pratiques actuelles, commençons par ne plus signer de chèque en blanc à un quelconque individu, à lui confier du pouvoir, car il en abusera. Le problème n'est pas que tel ou telle soit aux manettes du char de l'Etat, car c'est d'un véhicule propre, autogéré et pacifique dont l'Humanité a besoin. L'Etat à terre : place à la libre association des individus, des communes et des régions, c'est-à-dire à la liberté ; et, simultanément, place au véritable socialisme, à chacun-e selon ses besoins, c'est-à-dire à l'égalité et à l'entraide. Pourquoi jouer à faire des ronds dans la piscine électorale, alors qu'il y a la mer à côté ?

Stef@ (Lorient)



distribution d'aliments. Dans tous ces programmes, les décisions sont prises du haut vers le bas, le point de vue des individus concernés ne vaut rien, sauf s'il va dans le sens des décisions déjà prises. Ainsi, la « nouvelle » démocratie ressemble comme une goutte d'eau à l'ancienne démocratie représentative. Dans la fameuse « révolution bolivarienne » ; le chômage, les bas salaires et l'insécurité règlent la vie des individus. Le quotidien des travailleurs vénézuéliens se reproduit dans un cadre bien concret : un salaire mensuel de 170 euros dans le meilleur des cas, 50 % de la population occupée dans des « emplois informels » (ce qui veut dire précarité de l'emploi), sous la constante menace des gangs et de la police. En même temps, l'accroissement de la corruption se poursuit, les nouvelles couches de la bureaucratie socialiste « chaviste » s'enrichissent et changent de vie au vu et au su de la population. »

Pour ces camarades vénézuéliens, le film d'Azzellini et Ressler semble avoir été conçu, avant tout, à l'intention du public européen connaissant mal la situation. Il est peu ou pas du tout connu au Venezuela et eux-mêmes l'ont découvert en Europe. A. remarque qu'un de ses amis, travaillant dans une des usines décrites dans le film, ignorait même son existence. Détail cocasse et significatif, l'un des principaux personnages du film, nouveau patron d'une usine métallurgique en « cogestion », est un ancien dirigeant gauchiste, qui fut un de leurs compagnons de captivité dans le passé.

Pour C., « ce film fait la promotion d'un prétendu mouvement social qui a pour but la construction d'un nouveau type de socialisme. Mais, en réalité, ce que le film montre nie cette proposition. Curieusement, on établit un système de "cogestion" et "d'autogestion" en dehors de tout mouvement de lutte des travailleurs. Les intervenants semblent réciter un discours, et les décisions montrées ont pour but premier de discipliner la production, de l'améliorer. Où est donc le changement radical des conditions de travail ? Il est évident que c'est l'État qui organise et soutient la survie des "expériences" dans des entreprises en faillite achetées par le gouvernement. »

On peut analyser le développement de ce qui se passe en Amérique du Sud de deux façons distinctes. La grille avant-gardiste classique, profondément ancrée dans la pensée politique, persiste à voir ces nouvelles forces populistes comme l'émergence d'une tendance politique anti-impérialiste au sens ancien (anticapitaliste nord-américain), capable de guider les masses croissantes de déshérités vers un avenir plus juste. À l'opposé, comme le font C. et A., on peut voir dans la montée des populismes, non pas l'expression directe des révoltes populaires, mais une réponse politique cherchant à canaliser ces révoltes vers le terrain de l'État. Ce qui voudrait dire que ces forces politiques nouvelles, de Chavez à Lula, de Morales à Correa, seraient

moins l'expression directe d'un mouvement populaire, leur porte-parole, mais plutôt la dernière émanation en date de l'ancien système politique et de ses institutions. Une réponse aux révoltes engendrées par la paupérisation croissante des sociétés d'Amérique latine.

Au cours du débat qui eut lieu à Paris, la première position ne s'est pas exprimée, bien qu'une personne soit partie indignée que l'on puisse considérer le projet chaviste comme une forme de gouvernement capitaliste. Si la majorité des présents s'est accordée à reconnaître au régime une dimension populiste et démagogique, certains ont souligné néanmoins que la nouvelle situation entraîne une amélioration des conditions de vie des exploités et laissés-pour-compte. Amélioration qu'il faut soutenir. À l'encontre de cette vision, d'autres, dont les camarades vénézuéliens présents, ont défendu que c'est le contenu politique de ces mesures qui compte, qui détermine, dans le long terme, les chances d'une transformation sociale émancipatrice. Deux schémas de pensée différents. L'un centré sur une vision immédiate et tactique de la situation, l'autre, qui, sans nier cette amélioration, met l'accent sur les conséquences politiques de la méthode autoritaire et étatique à l'œuvre. Comme l'a souligné une participante au débat, ces améliorations matérielles immédiates, dans la mesure où elles sont menées par une action de l'État, ne sont nullement garanties dans l'avenir, restent fragiles et totalement dépendantes de la stabilité du régime.

Les camarades vénézuéliens ont insisté sur le fait que l'agitation sociale reste très vive, les actions directes d'occupation de terres et de logements, les grèves, se succédant sans interruption ; que ces actions sont menées par des travailleurs qui se réclament pour la plupart du « chavisme ». Mais que, inévitablement, le régime intervient pour récupérer les mouvements et les ramener dans l'orbite de l'État. C. donne l'exemple d'une mobilisation menée dans son école contre le vandalisme des gangs. Les tentatives faites pour resserrer les liens sociaux et rétablir le contact avec les jeunes marginalisés n'ont pu se concrétiser et furent remplacées par des mesures sécuritaires imposées par les autorités chavistes. De son côté, A. explique comment l'incitation à la création de coopératives permet aux autorités de contrôler financièrement les activités informelles et induit les gens à se transformer en exploités de la main-d'œuvre d'autrui, souvent des membres de leur propre famille.

Dans les mots mêmes des camarades vénézuéliens, le résultat concret du « chavisme » est la revalorisation des institutions de l'État, celles mêmes que le régime démocratique corrompu précédent avait vidé de crédibilité. L'étouffement ou le renforcement de l'action indépendante des exploités et des laissés-pour-compte reste le facteur déterminant dans la suite des événements.

Ch. R.

Paris, novembre 2006



Mexique

Oaxaca en lucha



« **LE 25 NOVEMBRE**, de nouveau tout a basculé à la fin de la 7^e mégamarche de l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO).

L'APPO avait prévu que cette manifestation, à laquelle ont participé 200 000 personnes, "assiège" pacifiquement la Police fédérale préventive sur le zócalo (place principale) pour 48 heures. Comme les précédentes, cette marche avait deux exigences principales : la démission du gouverneur

de l'État, Ulises Ruiz Ortiz, qui s'accroche toujours au poste de gouverneur de l'État, et la fin de l'occupation militaire par la PFP.

Bilan : plus de 140 blessés recensés, 20 au moins par balle, de même que les trois morts. Il semblerait que ce ne soit pas la PFP qui ait tiré, mais des hommes en civil, soit des gens du PRI, soit des flics locaux ; ceux-ci, toutefois, se déplaçaient dans le sillage des fédéraux, qui n'ont jamais fait un geste pour les neutraliser.

La police se chargeait aussi d'arrêter tous ceux – au moins 200 personnes – sur la tête de qui a été lancé un mandat d'arrêt depuis le début du mouvement. Cela concerne pratiquement tout le Conseil de l'APPO.

Signalons encore que les journalistes ont été particulièrement visés par la répression.

D'autres événements

Le samedi 20, anniversaire de la révolution de 1910 et journée mondiale de solidarité avec la lutte des Peuples d'Oaxaca, la 6^e mégamarche (500 000 participants) avait déjà donné lieu à plusieurs heures d'affrontement, également à l'initiative de la PFP.

Le lendemain, la PFP avait encore attaqué une manifestation de femmes, qui protestaient contre les agressions sexuelles dont les fédéraux sont coutumiers. »

Une lutte exemplaire

Le sous-commandant Marcos déclarait : « Nous sommes à la veille d'un grand soulèvement ou d'une guerre civile. » Il a expliqué que ce qui se passait à Oaxaca était un



révélateur de ce qui se passe dans tout le pays. Il a conclu : « Nous ne reconnaissons ni le président officiel (Felipe Calderón, PAN), ni le président légitime (Andrés Manuel López Obrador, PRD). Pour nous, il n'y a rien qui vaille en haut. Ce qui vaut, c'est ce qui va surgir d'en bas. »

Dans une tribune, publiée le 25 par *La Jornada*, un journaliste écrivait fort justement : « Le fait qu'une organisation politique populaire fonctionne comme un conglomérat de mouvements dont les dirigeants doivent obéir à l'assemblée générale du peuple déboussole totalement le gouvernement fédéral ; il ne trouve pas qui acheter, qui emprisonner, qui tuer, pour écraser l'insurrection pacifique qui paraît avoir des centaines de milliers de têtes. »

Voilà exactement ce qui prouve que les élections n'apportent rien au changement social. Même la gauche officielle est rejetée face à sa volonté de rester dans le système, une critique interne qui justifie ce système même. Le mouvement social est suffisamment fort pour imposer ses décisions. Il ne lui reste plus qu'à prendre les rênes de l'organisation sociale en général : santé, alimentation, éducation, transport, etc.

« Gouverner en obéissant » était le mot d'ordre des zapatistes de l'EZLN, et ce fonctionnement nous le retrouvons dans les organisations sociales et syndicales boliviennes qui ont gagné la bataille de l'eau, la bataille du gaz, qui mènent la bataille de la coca et ont incidemment amené à la victoire électorale de Evo Morales. Au Venezuela, Ugo Chavez est réélu grâce encore au mouvement social, aux cercles boliviens, entre autres. Mais l'exemple du Mexique vient mettre en lumière les propres capacités d'organisation de la population.

Nous sommes bien loin de la démocratie participative que l'on nous promet, nouvel attrape-nigaud pour les démocrates en mal de domination et de pouvoir, et l'expérience tant vantée du Brésil et de son président Lula paraît bien minime au regard des exigences de justice sociale.

Fred

Groupe Proudhon FA (Besançon)

à partir du texte paru sur le site de Sud-Éducation

L'insoutenable lâcheté des intellectuels

Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Sociale, Rennes

S'IL N'Y A JAMAIS EU sans doute de pléiades d'intellectuels « exceptionnels », et donc d'âge d'or de l'éthique, il y a eu, au cours de l'histoire, des individus qui, ayant eu la chance de disposer de facultés supérieures à la moyenne, ont su maintenir un minimum de rigueur intellectuelle, d'exigences morales. Sans appeler clairement à la désobéissance, à l'insoumission, à l'insurrection, ils ont cherché à lutter contre l'endormissement des consciences. Dénoncer l'injustice, questionner l'autorité, mettre la politique au service de l'éthique, affirmer des convictions, arracher à la condition passive, inviter à la résistance : tel semblait être, pour certains, le minimum pour conserver une dignité. Il y a eu, au fil des siècles, des esprits assez grands pour se dresser, parfois au risque du bûcher ou de la prison, contre l'absolutisme royal, l'esclavage, la guerre, les privilèges, les discriminations, les erreurs judiciaires. Il y a eu Galilée, Montaigne, Montesquieu, Voltaire, Zola, et quelques autres.

Une trahison permanente

Il semble qu'aujourd'hui les enjeux, le contexte (recherche de l'audimat, docilité envers un sponsor, autocélébration, courtoisies croisées...) entraînent la démission de ceux qu'on appelle les « intellectuels ». Qu'ils brillent par leur silence complice ou leurs manœuvres de diversion, qu'ils se transforment même en traîtres, en réactionnaires, en chiens de garde : ce qui en résulte, c'est la pauvreté des débats actuels, la défaite de la pensée. Comme si l'objectif était d'obtenir un espace consensuel, de détourner la culture de la révolte pour légitimer l'ordre établi, de canaliser le mécontentement pour le soumettre au « réalisme » du

marché, de contrôler les masses pour les accoutumer à l'obéissance.

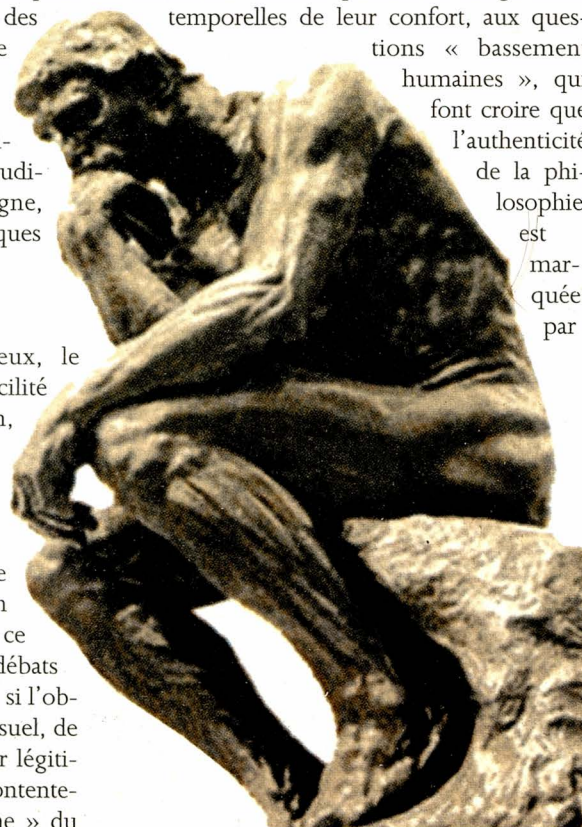
« Toute la misère présente de la philosophie tient à l'écart infranchissable entre ce qu'elle promet et ce qu'elle tient. Elle tient peu. Tout se passe même comme si elle ne tenait rien. » Voici ce qu'écrivait, en 1932, Paul Nizan dans *les Chiens de garde*, invitant le lecteur à refuser « les soupes éclectiques que l'on sert dans les universités sous le nom de philosophie », laquelle n'est qu'une absence, une fuite, une démission, voire une trahison, une « broderie de vieille fille stérile ».

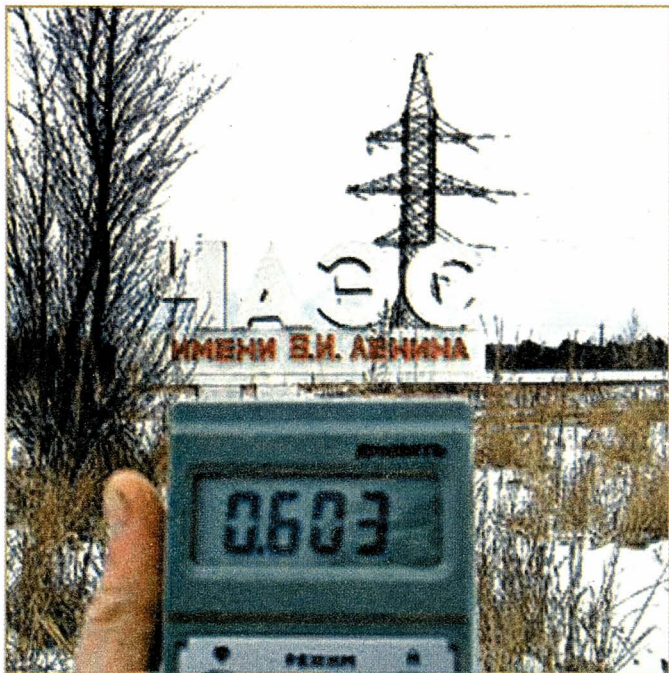
Paul Nizan interpelle les penseurs qui préfèrent leur confort spirituel, et les garanties temporelles de leur confort, aux ques-

tions « basement humaines », qui font croire que l'authenticité de la philosophie est marquée par

Penser c'est essentiel

Où allons nous ?





un éloignement aussi grand que possible « des souillures de l'homme vulgaire ».

Cette philosophie bourgeoise, celle des oppresseurs, évite les problèmes concrets, parce qu'ils sont menaçants pour elle. Pendant qu'elle palabre sur l'idée de vérité, de justice ou de progrès, elle détourne son regard de la guerre, du colonialisme, du patriarcat, du chômage, du suicide ou de la solitude dans les mouiroirs. Contre cette philosophie d'État, P. Nizan appelle de ses vœux une nouvelle philosophie, partie prenante des « revendications triviales des hommes vivants ».

Plus récemment, Noam Chomsky, dans *Responsabilités des intellectuels*, analysait le sort médiatique réservé aux conflits impérialistes contemporains, mettant en évidence le refus de la communauté intellectuelle (journalistes, experts...) de remplir sa mission d'information auprès du public, couvrant, par le mensonge ou l'omission, la politique extérieure des grandes puissances (c'est-à-dire dissimulant ou justifiant les crimes commis), et plus précisément le nouvel ordre mondial conduit par les États-Unis.

Concernant la France, Guy Hocquenghem, Jean-Pierre Garnier, Louis Janover ou Serge Halimi avaient passé au vitriol les traîtres de Mai 1968 ou plus généralement d'une période d'effervescence : philosophes, sociologues, chercheurs, journalistes, écrivains, peintres, compositeurs... qui se retrouvaient aux côtés des banquiers, des industriels, des aristocrates, côtoyant les élites économiques, technocratiques, politiques. Les July, BHL, Finkielkraut, Glucksmann, Debray, Cohn-Bendit, Bruckner, Kouchner, Rosanvallon, Touraine, Morin, Lipietz... l'intelligentsia médiatisée, les guides inspirés, les petits chefs autoproclamés, les militants ouvriéristes devenus

conseillers ministériels, chargés de mission, ambassadeurs ou patrons de choc. Ceux qui auront prolongé leur adolescence héroïque par une pleure sénilité.

Ceux qui, au travers d'articles, de reportages, d'émissions, de livres, de discours hypocrites et de faux débats, de critiques ponctuelles évitant les analyses globales, ont véhiculé le consensus social-libéral, la glorification de la raison d'État, la célébration de la force de frappe, l'apologie

du nucléaire, la fascination du technocratisme scientifique, la béatitude face à l'expert, la quête de l'excellence, le culte de la performance, la déréglementation du marché du travail, la subordination aux exigences de la guerre économique, les bienfaits de la privatisation, l'uniformisation des modes de consommation, la transformation de l'Europe en hypermarché, l'asservissement de l'activité culturelle aux volontés gouvernementales.

Ceux qui ont couvert l'envoi au Tchad des paras français, l'attentat contre le Rainbow Warrior, l'expulsion d'immigrés clandestins, la guerre du Golfe, et de nombreuses autres affaires étouffées ou dossiers enterrés (les Irlandais de Vincennes, Carrefour du développement...). Ceux qui, désertant le combat social, érigeant le conformisme, la lâcheté, le reniement, la trahison, l'arrivisme en valeurs suprêmes, sont passés de l'autogestion à la monarchie, du syndicalisme au marketing, de la Gauche prolétarienne à la gauche caviar, de « sous les pavés la plage » au « politiquement correct », du brûlot à la presse chloroformée, de la justice sociale au business humanitaire et caritatif.

Ceux qui, parlant au nom des autres, et dissimulant la banalité de leur propos derrière les formulations abscones, ont proclamé la mort des idéologies, invité à la soumission aux forces du marché. Ceux qui, pour des privilèges de cour, un poste honorifique, une tribune, un strapontin, un renvoi d'ascenseur, ont su ne pas voir, ne pas savoir, ne rien dire. Ceux qui, ivres de succès, d'influence, de gloire, ont renoncé à l'utopie généreuse, au rêve d'émancipation. Ceux qui, convertis aux charmes de la politique politicienne, ont désenchanté la jeunesse, tué l'espoir, discrédité tout idéal. Ceux qui, ni de droite ni de gauche, prétendument sans attache, libres, ont toujours été du côté du pouvoir.

L'élite persiste et signe

Les Académies des sciences et de médecine se sont souvent illustrées par les conclusions de leurs travaux qui sont curieusement toujours favorables aux industriels. Quelques exemples :

—L'Académie de médecine publiait, en avril 1996, un rapport minimisant fortement la mortalité humaine due à l'amiante (un rapport alarmant de l'Inserm, paru peu après, tirait des conclusions totalement opposées) : le rapporteur de l'Académie avait activement participé, avec des industriels du secteur, à la création en 1982 du Comité permanent amiante !

—Selon le rapport de l'Académie des sciences, publié en 1994, la dioxine ne constituait pas un « risque majeur » pour la santé publique.

—Dans un rapport de l'Académie des sciences, paru en 2001, et intitulé « L'énergie nucléaire civile dans le cadre temporel des changements climatiques », on peut lire que « l'énergie nucléaire contribue aussi peu que



les énergies renouvelables à l'effet de serre ». Les déchets mortels sont juste un peu plus vivaces!

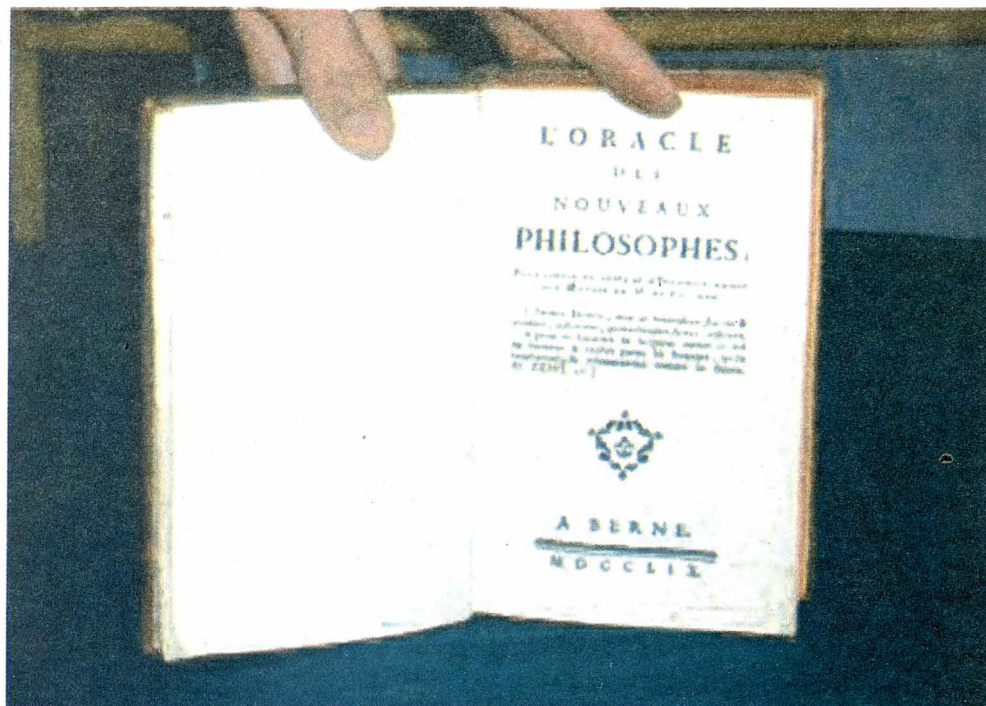
—Dans le rapport « Les plantes génétiquement modifiées », publié en 2002, l'Académie des sciences récidivait en concluant à l'absence de « raison objective de prolonger un moratoire (dépourvu de fondement juridique) sur les autorisations de commercialisation d'OGM ». Dans ce rapport, l'Académie poussait même le zèle jusqu'à sommer le ministre de l'Intérieur « d'adopter une attitude ferme » envers les destructeurs de plants d'OGM!

Cela commence à faire beaucoup, mais pas assez sans doute pour nos valeureux auxiliaires de police puisque l'Académie des sciences recommandait, lors du débat sur la Charte de l'environnement en 2003, que « le principe de précaution ne soit pas inscrit dans des textes à valeur constitutionnelle [...] car il pourrait induire des effets pervers, susceptibles d'avoir des conséquences désastreuses sur les progrès futurs de notre bien-être, de notre santé et de notre environnement »!

Étienne-Émile Baulieu, président de l'Académie des sciences (et accessoirement animateur de l'Université d'été du Medef — on comprend mieux pourquoi) déclarait par ailleurs que l'un des symptômes de la crise entre la société et la science serait « la contestation de l'idée de progrès ». Et si c'était une foi aveugle dans ledit progrès qui avait engendré la crise?



Décidément, rien n'arrête l'Académie des sciences. Selon la revue l'Écologiste (n° 19), elle est impliquée dans l'affaire Pellerin. La Criirad a été créée en 1986, après Tchernobyl, pour assurer une information indépendante sur le nucléaire, suite aux dissimulations des pouvoirs publics et en particulier du professeur Pellerin, alors responsable du SCPRI. La Criirad et l'Association française des malades de la thyroïde ont porté plainte contre X en 2001. Un juge a été nommé, ordonnant la mise sur écoute téléphonique du professeur Pellerin. La découverte est accablante: un article disculpant totalement le cher professeur, mais truffé d'erreurs, et publié en août 2003 par trois académiciens dans la revue Comptes rendus de biologie de l'Académie des sciences, s'avère



avoir été écrit par... le professeur Pellerin lui-même, les signataires n'étant que des prénoms! Le professeur Pellerin a été mis en examen le 31 mai 2006 pour « tromperie aggravée ». La faune européenne s'est enrichie d'un élément: on avait déjà le faucon pèlerin; maintenant, on en a un vrai!

Le fait d'être bardé de diplômes universitaires donnerait-il le droit de trahir la volonté populaire? Les savants seraient-ils égocentriques? Poursuivraient-ils essentiellement leur propre intérêt? N'estimeraient-ils pas que la société doit leur fournir autant de crédits dont ils ont besoin, sans aucun droit de regard? S'attendraient-ils à ce que le citoyen lambda ferme les yeux sur les conséquences potentiellement nuisibles de leurs recherches? Se montreraient-ils assez lâches pour couvrir les agissements des politiciens, c'est-à-dire pour légitimer l'ordre établi, fusse au prix des fraudes les plus crapuleuses?

Sans doute, mais le plus grave est, depuis le début des années 1980, la fin de cette période de foisonnement intellectuel utopique qui a accompagné Mai 1968, et qui a permis aux intellectuels et aux experts de confisquer à nouveau la parole, de clamer que, face à l'horizon indéchiffrable du capitalisme, il était désormais vain de vouloir transformer le monde. Il nous appartient aujourd'hui, à quelques années d'un bouleversement inévitable de la société par les contraintes écologiques, de se réapproprié le discours et de faire taire les traîtres.

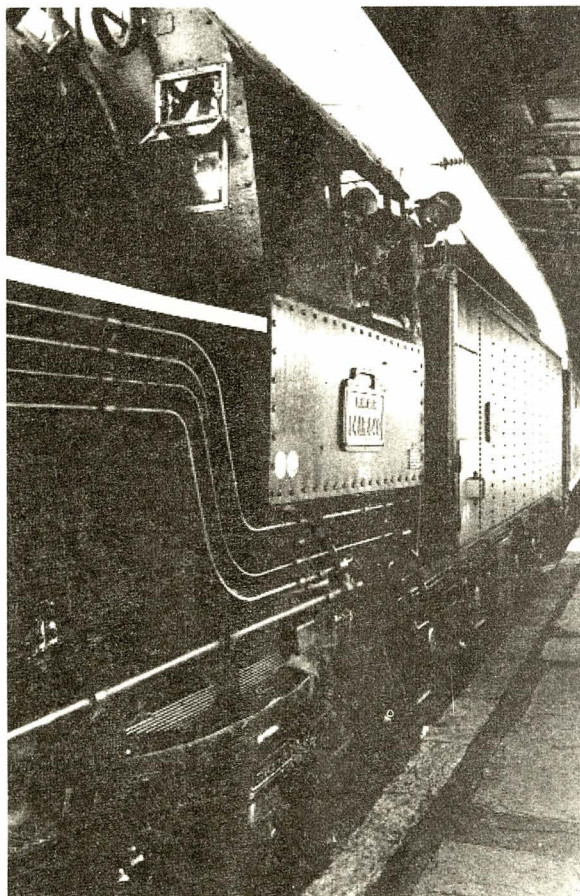
J.-P. T.



Un cadre de rêve

L'ennemi se déguise parfois en géranium,
mais on ne peut s'y tromper,
car tandis que le géranium est à nos fenêtres,
l'ennemi est à nos portes.

Pierre Desproges



Photographie : Claude Villeret.

LA QUARANTAINE PASSÉE, le regard exigeant vis-à-vis de la conformité de l'environnement aux attendus du client : c'est un cadre ! Costard gris souple et soyeux sur chemise parme à reflets moirés, et chaussures façon plus italienne qu'anglaise : c'est tendance comme dans la Com' tout en restant sérieux comme un banquier ; ce doit être un gestionnaire. D'ailleurs, la cravate sombre à motifs discrets montre qu'il ne s'agit pas de le confondre avec un informaticien ! Visage glabre et cheveu très ras découvrant les trous et bosses du crâne : c'est net et efficace. Il ôte sa veste et la plie avec soin, mais sans méticulosité (efficacité vous dis-je), prépare son ordinateur portable et ouvre les Échos en attendant le départ imminent.

Voici la caricature du cadre responsable – celui de la France qui avance ! – qui est venu s'asseoir de l'autre côté de l'allée, une rangée devant la mienne, dans le TGV qui m'emmène, moi aussi, à Lyon, pour le boulot.

Clientèle d'affaires oblige (nous sommes en 1^{re}), il accepte d'un signe de tête la restauration à la place proposée par l'hôtesse sous

forme de sacs parallélépipédiques tout prêts, dont la double fermeture éclair garantit une ouverture commode, et surtout dont la couleur vieux rose semble prévue pour s'accorder avec la chemise parme moirée de l'uniforme attendu. Menu viande ou poisson ? Poisson ! Tout cela pour 14,90 euros, payable en carte bancaire grâce au terminal portable : voilà un vrai plus marketing, auquel on reconnaît que la SNCF devient enfin une entreprise comme une autre, soucieuse d'offrir le bon service au bon client et à un prix concurrentiel.

Moi, je vais à la voiture bar. Quitte à prendre le train de 12 heures pour en faire ma cantine et éviter l'aliénante séance de travail qui tue le voyage, autant que ce soit dans un espace collectif, et non coincé dans ces sièges isoloirs, stalles modernes pour le clergé de l'Église Capital.

En-cas et bière en main, je vais m'installer devant une baie à côté d'un jeune homme qui lit un « gratuit ». Modeste barricade : je sors mon *Libertaire*. C'est pourtant lui le vrai résistant, car après avoir attendu que l'affluence

fasse un peu diversion, il sort discrètement de son sac deux sandwichs à lui dans leur papier d'aluminium. Vous savez, ceux de dans le temps, que le plus affamé du compartiment déballait à midi pile, et qui sonnait l'heure de pique-niques parallèles, déliant parfois quelques langues sur les mérites comparés de la moutarde ou du cornichon, du pâté ou du jambon, et qui pouvaient même dans certains cas inviter au partage de la thermos de café ou des biscuits.

Eh bien oui ! aujourd'hui, le seul fait d'avoir préparé son sandwich à manger dans le train devient pour l'usager, cerné par les clients, un acte de résistance, que je salue par un « Bon appétit ! », mais qui ne dissipe pas complètement l'inquiétude du jeune homme. Respectant sa clandestinité, je me contente alors de poser le *Libertaire* de manière qu'il puisse lire également. Il finit par partir ; je finis ma lecture et m'en vais en laissant le canard pour un éventuel curieux. Acte un peu illusoire, car le bar n'est plein que de costumes gris plus ou moins foncés, dont seule la couleur de la chemise permet de faire des hypothèses sur la catégorie du cadre qui la porte.

Revenue à mon siège, je note que « le mien » a fini son repas, mis le sac sous son siège (il n'a quand même pas fait bac + 5 pour être obligé de faire le service ; quelqu'un d'autre existe pour ça !) et ouvert son portable pour rentabiliser son temps en travaillant. Et à quoi travaille-t-il ? À remplir les pages de ce qui ressemble à un entretien individuel d'évaluation, ce rendez-vous annuel des cadres qui cimente le lien individuel du salarié au patron (représenté par le supérieur hiérarchique), qui fait le point des compétences acquises et à acquérir, qui demande de construire son « projet » professionnel, d'en négocier les objectifs et les moyens, et qui déterminera la récompense ou la sanction. Le tout dans un esprit d'autocritique et de transparence de l'individu vis-à-vis de l'organisation, comme marque de sa servitude.

Parmi les cases à remplir, un exercice attire mon attention, et plus encore la réponse de « mon » cadre. Sans doute pour vérifier que son imaginaire est bien sous contrôle, on lui demande : « Décrivez une journée de travail de rêve ». Fascinée par ce rêve qui se dessine sur l'écran au fur et à mesure des touches frappées, des instants suspendus à une réflexion hésitante, des repentirs qui font disparaître une formule soudain jugée hâtive, je finis par prendre un stylo et recopier sa rédaction pour en garder trace.

Car c'est bien une rédaction de rentrée des classes à laquelle se livre notre animal, avec un style encore plus maladroit et sans relief. Jugez plutôt : « Il est 7:00, je prends mon petit déjeuner et vers 7:50 je prends mon vélo en direction de mon bureau, ce qui me prend 10 minutes. Aujourd'hui nous avons une réunion de service mensuelle à 9:30. J'ai eu le

temps de préparer les réponses aux questions que mes collaborateurs, suite à ma demande, m'avaient envoyées il y a quelques jours. L'ordre du jour consiste en un élément que je qualifie de bonne nouvelle pour mes collaborateurs et moi-même. En effet, la Direction nous a donné son accord pour le budget concernant le projet d'amélioration des conditions de travail (climatiseurs, bureaux plus grands et lumineux, changement de matériel informatique et bureautique). La réunion a duré 3 heures, nous n'avons pas vu le temps passer. Tout le monde en sort content. Désormais, mes collaborateurs travailleront avec beaucoup plus de conviction. »

C'est tout ? Oui, c'est tout ! Tout le rêve du cadre moderne est là ! Mieux : tout ce qui pourrait ouvrir sur une prise de conscience est autodésamorcé.

Pas de grasse mat', ni de traces de rêves – les vrais, ceux de l'inconscient – qui traîneraient au réveil. Pas même une petite rêverie dans les volutes du café fumant. Rien ! Jusqu'au temps qui est inscrit à la façon digitale des machines.

Nous apprenons ensuite qu'il habite à 10 minutes de vélo du boulot (pour l'anecdote, il n'a rajouté ce détail qu'à la fin, sans doute angoissé à l'idée qu'on pense qu'il n'arrive qu'à 9 heures, juste avant sa réunion, après 1 h 10 de vélo...). Voici qui pourrait conduire à une réflexion sur la construction de la ville, la réunification des lieux de vie et de travail, les moyens de transport, l'énergie, ou même le lien entre le physique et le psychologique dans l'usage du vélo¹. On est censé rêver quoi ! Et bien non, la première phrase est terminée qu'on est déjà au bureau en un tour de roue.

La description du travail donne-t-elle un peu de consistance à ce rêve ? Peine perdue ! Son métier est de ne pas en avoir ; le travail, c'est une réunion de service mensuelle. La part de rêve ici est dans le fait que tout le monde a eu le temps de la préparer. Ce n'est pas inintéressant car cela peut laisser entendre une critique de ces organisations faites de « reportings » et de stress par manque de temps pour les tâches auxquelles on est assigné. Mais est-ce vraiment son intention ou la nôtre ? Je parierai plutôt sur la seconde, d'autant plus que notre cobaye avait imaginé initialement une « réunion de gestion prévisionnelle des ressources et des compétences » annonciatrice de trop de conflictualités et qui fut vite effacée au profit de la plus paisible « réunion de service mensuelle ».

Au demeurant, même désamorcée, la réunion n'est finalement plus consacrée à la réponse aux questions des « collaborateurs », mais à la seule annonce d'un point qu'il « qualifie de bonne nouvelle ». Grandiose ! Le voici le cadre idéal, clergé zélé dont le rôle est de qualifier les événements pour ceux du dessous.

Et sur quoi porte la leçon de catéchisme ? Sur les conditions de travail et la négociation hiérarchique, celle où l'action elle-même ne vient que d'en haut. Il avait d'abord écrit : « À ma demande, mes supérieurs hiérarchiques ont accordé... », mais c'était encore trop d'audace que d'imaginer formuler une demande à la hiérarchie. Il est plus confortable de rêver d'une « Direction [qui] a donné son accord sur le budget concernant un projet... ». Et quel projet ! Même l'appétence humaine à plus de lumière et d'espace, qui pourrait encore une fois induire une réflexion sur la santé au travail, est soigneusement encadrée par les stéréotypes des gadgets pour gentils salariés de bureaux : des climatiseurs (pour lutter contre le réchauffement climatique !), des imprimantes et des écrans plats (les conditions de travail servant de prétexte à l'exigence de productivité).

Trois heures pour ça ? ! s'étrangleront les mécréants. Non, car ce serait ignorer le lourd et long travail de deuil de soi-même, dont cette « journée de travail de rêve » est l'aboutissement. D'ailleurs ça marche, puisque « tout le monde en sort content » et convaincu de travailler mieux encore ! Cela valait bien une messe de trois heures, non ? Et si, pour l'édification des masses, il y avait une flamme au cadre inconnu, comme il y en a une pour le soldat du même nom, sûr que c'est cet inconnu du Paris-Lyon qui serait dessous.

13 h 55 : Arrivée à Lyon-Part Dieu. Je m'éloigne de ce cadre de rêve : mon cauchemar !

Cettia Cetti

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Cf. l'ouvrage ludique de Didier Tronchet, *Petit traité de Vélosophie*, éd. Plon, 2000, coll. La Grande Ourse.



Merci au Pentagone

Les mésaventures thermohalines du Camembert

BUSH A JURÉ pendant des années que le climat se portait comme un charme. Mais voilà que sa propre armée est obligée de lui expliquer entre quat'z'yeux que les cyclones, les inondations, les sécheresses sont non seulement inévitables, mais en plus auront des conséquences. Et si graves qu'il semble prudent de commencer à réfléchir. Réfléchir à la meilleure façon d'endiguer les révoltes de gueux, qui ne se laisseront peut-être pas tous dépouiller comme les habitants de la Nouvelle-Orléans, de gagner les guerres pour l'eau, de résister aux chantages nucléaires qu'engendreront les avanies de la circulation thermohaline. Très impressionnant ce mot. Espérons que le neurone qui sommeille à l'intérieur de la boîte crânienne du président des États-Bénis comprend qu'il s'agit de la circulation des eaux de températures différentes. En particulier celles qui, plus lourdes et plus denses, s'enfoncent en mer de Norvège et chassent au-dessus d'elles les eaux plus chaudes.

Remercions les éditions Allia d'avoir publié le Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique. Secret, ce rapport ne l'est plus guère, grâce au mauvais esprit qui contamine jusqu'à l'uniforme. Ce texte fait en tout cas froid dans le dos. Oui, froid, parce que l'une des conséquences bizarres du réchauffement global (le rapport l'explique très bien, mais je n'ai que 5 000 signes) sera qu'en Europe le Gulf Stream

s'arrêtera ou se ralentira. Sans les eaux chaudes du Gulf Stream, on s'apercevra que Paris se trouve à la latitude de Montréal, la célèbre station balnéaire pour retraités en short et chemise bronzant sous les palmiers. Le rapport en est tellement persuadé que, non content de prédire à la France et l'Allemagne un climat comparable à la Sibérie, il met en garde contre une migration en masse des Scandinaves vers le sud! Pignolade qu'une invasion de Vikings sur la Costa Brava (elle a déjà lieu chaque été); le vrai danger sera dans les pays submergés: où se réfugieront les Bangladeshis? Que feront les Hollandais? Les Japonais? Que se passera-t-il à Londres, Rio, Shanghai, Miami? Sans oublier les luttes pour l'eau douce, suites nécessaire des sécheresses dans des zones précédemment fertiles, de l'abus de l'eau pour des usages industriels devenu insupportable: « Avec plus de 200 bassins fluviaux contigus à plusieurs pays, des conflits armés pour l'accès à l'eau - eau potable, eau d'irrigation ou transport fluvial - semblent inévitables. Pour mémoire, le Danube traverse douze nations, le Nil neuf et l'Amazone sept. » Évoquons de même ces fleuves aux rives notoirement pacifiques, l'Euphrate, le Gange, le Mékong...

Quant à la production alimentaire, elle n'ira plus de soi: l'agriculture intensive (c'est-à-dire à irrigation intensive) ne pourra pas être indéfiniment maintenue, moins encore

augmentée, dans les terres à blé de l'Australie, des États-Bénis, de l'Argentine, du Canada.

En France, puisque nous échangerons les terres à blé pour le permafrost et le Camembert pour le ragoût de renne, (ma foi, tant qu'on n'échange pas Chirac contre Poutine...) la Beauce et la Normandie auront bien des soucis.

Le refroidissement des uns, le réchauffement des autres, la diminution générale de la quantité d'eau douce disponible et l'explosion continue de la population mondiale ne feront qu'augmenter la demande d'énergie. Justement au moment où, en dépit des cris triomphalistes poussés il y a quelques années, les compagnies pétrolières ne découvrent plus de grands champs pétrolifères. Les ours de l'Alaska auront, eux aussi, de quoi s'inquiéter.

À propos d'ours, Poutine a autorisé le passage d'un pipe-line à 800 mètres du lac Baïkal. Une petite fuite de quatre ou cinq jours, et on l'appellera le lac Saoudien.

Certes, ce n'est pas demain la veille que nous verrons le Joint Chief of Staff ordonner aux drones américains de tirer des missiles Hellfire sur les 4x4, aux B52 de bombarder les autoroutes aux heures de pointe, aux Marines de traquer les arroseurs de pelouses. Mais, quand même, merci au Pentagone.

Nestor Potkine

Adhérez à l'association des Amis de Radio libertaire !

N° NATIONAL ÉMETTEUR

N° 47 75 73

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements en soutien à Radio Libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service à Radio Libertaire.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

- ☐ 5 € par mois (soutien normal)
☐ — € par mois (soutien maximum !)

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

NOM _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Localité _____
Courriel _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC

(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

NOM _____ Adresse _____
Code postal _____ Localité _____
Désignation du compte à débiter _____
code établis. _____ guichet _____ n° de compte _____ clé RIB _____

Bulletin à renvoyer à Publico, 145 rue Amelot - 75011 Paris - France



L'Association des amis de Radio libertaire vient de naître

À l'occasion de la fête organisée pour les 25 ans de Radio libertaire, nous avons annoncé la création de l'Association des amis de Radio libertaire, et pris l'initiative du lancement d'une souscription permanente auprès des sympathisants de notre station. Nous nous devons de faire écho à ce projet dans les colonnes du *Monde libertaire*, et d'en expliquer la teneur.



EN GUISE DE CADEAU D'ANNIVERSAIRE, non spécialement destiné à Radio libertaire mais à l'ensemble des radios associatives fêtant le vingt-cinquième anniversaire de la libéralisation de la bande FM, les pouvoirs publics n'avaient rien trouvé de mieux que de concocter, dans la plus grande discrétion, un projet de décret visant à remettre à plat les règles d'attribution du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER).

Dépendant du ministère de la Culture et de la Communication, le FSER est alimenté par le produit d'une taxe parafiscale prélevée sur les régies publicitaires des médias commerciaux, qui subventionne les radios associatives selon les comptes de chaque station. Bon an mal an, cela ne marche pas trop mal, et Radio libertaire parvient ainsi à joindre les deux bouts.

En mars dernier, nous apprenions qu'en haut lieu, on envisageait de subordonner la redistribution du FSER, à l'examen de la « ligne éditoriale » et du fonctionnement de chaque radio, voire à l'étude de leur taux d'écoute ! Il va sans dire que ce fantasme de flic a été accueilli comme il se devait : un collectif Radios en danger se mettait en place, regroupant l'ensemble des stations associatives de France et de Navarre, et protestait contre cette volonté à peine dissimulée de faire le ménage au sein de ce qu'il reste des radios libres. À la fin de l'été, les instigateurs du décret ont prudemment rangé leur joujou au fond d'un tiroir.

Pour le moment, l'incident est clos.

Cela dit, ne soyons pas naïfs. D'une manière ou d'une autre, un nouveau projet scélérat fera surface. En cette époque où l'industrie médiatique voudrait que son uniforme

devienne la tenue réglementaire, gare aux insolents qui lui préfèrent la liberté de penser et de parler ! Il est évident que l'on reviendra à la charge. Ce n'est qu'une question de temps.

L'offensive – ratée – a eu au moins le mérite d'attirer notre attention sur la faiblesse de notre mode de fonctionnement, et ce constat n'est pas valable que pour Radio libertaire. En effet, notre budget repose essentiellement sur les bonnes dispositions du FSER, sorte de perfusion qui draine l'ensemble des radios associatives en France. Tant que le liquide s'écoule normalement, ça va, mais que le flux soit perturbé, et c'est l'agonie économique. Le retard de dix mois annoncé quant à l'attribution d'une partie des subventions de fonctionnement (pour autant automatiques), met un certain nombre de radios en situation délicate et permet d'ores et déjà de mesurer le danger d'une telle dépendance.

Depuis les règles de fonctionnement du FSER jusqu'au versement des sommes allouées, nous ne maîtrisons rien, ou si peu, d'un tel outil...

Radio libertaire a, dès son origine, banni la publicité de ses ondes. Nous ne reviendrons pas sur cette disposition élémentaire de salubrité publique et de confort d'expression.

Par la force des choses, RL doit son existence au bénévolat et au militantisme. Il est vrai que le salariat n'a jamais été la préoccupation première des animateurs ni des mandatés au secrétariat de la radio. La conscience politique, l'investissement personnel, la passion et cet extraordinaire outil collectif déployé par la Fédération anarchiste il y a vingt-cinq ans, sont plus payants et gratifiants qu'un bulletin de salaire.

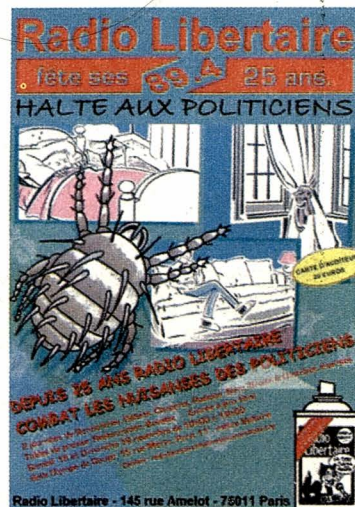
Ainsi, sans publicité et sans salariés, les besoins financiers de Radio libertaire sont assez raisonnables. C'est pourquoi, tout aussi raisonnablement, nous pouvons envisager que le budget de la radio soit, au moins en partie, le produit de la volonté militante de ses sympathisants. Reconnaissons que si RL devenait la première station entièrement autogérée du paysage radiophonique français, cela aurait de la gueule !

Voilà pourquoi nous lançons cette souscription permanente : 5 euros par mois, ce n'est pas grand-chose. Mais chaque euro ajouté garantira d'autant l'indépendance de la radio à l'égard des pouvoirs, quels qu'ils soient. Avoir les coudées franches dans la lutte permanente pour la liberté, ce n'est certes pas un luxe.

Mais nous voulons aller plus loin qu'un simple guichet de soutien. En créant l'association des Amis de Radio libertaire, nous voulons instaurer un échange permanent.

De mille façons, nous comptons bien profiter de cet espace pour partager avec vous des informations, des avis, des critiques, et des moments de plaisir que nous tâcherons de multiplier.

À suivre...



Radio libertaire

Jeudi 14 décembre

De rimes et de notes à 12 heures: Actualité de la chanson et du spectacle. Si *Couté m'était conté*... Spécial Gaston Couté. Avec Bruno Daraquy (au Forum Léo-Ferré le soir même à 20h 30), et (sous réserve) Vania Adrien Sens.

Si vis pacem à 18 heures: Pléiade d'auteurs pacifistes aux Éditions Bérénice. Invités: Francis Vladimir, Christian Rome et Pascal Dereudre.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » à 19 h 30: Émission gay et lesbienne. Geneviève Pastre présentera les actes du colloque de Bagdam Espace d'avril 2006 à Toulouse: *Tout sur l'amour*. Elle commentera sa position personnelle, anthropologique et philosophique, sur la place et le sens des sexualités chez l'être humain.

Entre chiens et loups à 20 h 30: Art & Anarchie. Artiste invitée: Marjolaine et (sous réserve) nous parlerons des sélections du prochain *Printemps de Bourges*.

Vendredi 15 décembre

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité: le groupe El Dia. Les membres de El Dia viennent secouer les auditeurs de *Place Aux Fous* de son rock énergique, qui a su se nourrir du meilleur des sixties, un peu comme si les Kinks de Dead End Street avaient forniqué avec les Lovin' Spoonful de Summer In The City.

Offensive à 21 heures: Intégrer! Présentation du numéro 12 de la revue *Offensive*, sur le thème de l'immigration et de l'intégration, avec Aurélie (OLS - Paris et coordinatrice du dossier), ainsi que plusieurs collaborateurs.

Ça booste sous les pavés à 22 h 30: Spéciale Léo 38. La Raïa Léo 38 prend l'antenne dès 22h30, jusqu'au bout de la nuit (pas d'émission *Ça booste*).

Samedi 16 décembre

Chronique syndicale à 11 h 30: Luites et actualités sociales. Les banlieues. Avec Sud étudiant, Sud Social, la CNT Santé Social, le collectif

musical C7H16, le Mib, l'Ac les Mureaux + autres.

Chroniques rebelles à 13 h 30: Débats, dossiers, rencontres... Lignes n° 21: ruptures sociales, ruptures raciales. Avec Alain Brossat et Mathilde Girard.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-américana à 19 heures: Actualité politique de l'Amérique Latine. De retour d'un séjour au Mexique, Marc, membre du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL), nous parlera de la situation à Oaxaca et au Chiapas. On annoncera en même temps, sur le même sujet, une longue après-midi d'information, le lendemain dimanche 17 décembre à partir de 14 heures au CICP 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris (Métro Nation ou Rue-des-Boulets).

Dimanche 17 décembre

Des mots, une voix à 15 h 30: L'émission recevra Michel Onfray, pour ses livres *La puissance d'exister* (sorti chez Grasset) et *Traces de feux furieux* (sorti chez Galilée). Au micro, Thierry Clair-Victor; à la réalisation, Erwan Charton.

Désaxés à 20 h 30: Le ciné en zone libre. L'actualité de la quinzaine, par Nachi et Raki.

Lundi 18 décembre

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Un programme de (bonne) chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30: Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte... Avec le professeur Dupont d'Isigny, le Marie de Jeanne, Lorenzo, Cédric de la Trique, de l'Ordre des Carmélites Pentus.

Mardi 19 décembre

Le Parisien libertaire à 8 heures: Faut libérer Paris! Rendez-vous matinal du mardi, avec toute l'équipe du PL, en présence de Dj Vorak, pressenti pour la Liste noire du lendemain... Passage en revue, non-exhaustif et militant, de l'actualité parisienne. Et l'agenda militant.

Pas de quartiers... à 18 heures: Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. L'équipe recevra des petits éditeurs indépendants, qui nous parleront des difficultés et des objectifs d'un métier qui les passionne: Eric Hazan pour *La Fabrique*, Sonny Perseil pour *Pepper* et Patrick le Tréhondat pour *Syllepses*... Tous à vos postes à germanium!

Paroles d'associations à 19 h 30: Benoît Guérin, du WWF, vient vous causer d'océans, de mers et de petits poissons.

Jazz en liberté à 22 h 30: Free jazz et musiques improvisées. Autour de quelques vocalistes, jeunes filles et garçons... Par Gérard Terronès.

Mercredi 20 décembre

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Big Joe Williams, le country blues en chair et en graisse!

Le manège à 14 heures: Littérature & cinéma. Lectures jeunesse, avec Timothée de Fombelle, pour *Tobbie Lolness* (éditions Gallimard Jeunesse - prix Tam Tam 2006 du Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures: À l'heure du goûter reggae et autres... avec Shanti D, Monsieur Fred...

Ras les murs à 20 h 30: Actualités des luttes de prisonniers. Catherine Herszberg, journaliste indépendante, s'est plongée pendant plusieurs mois dans l'enfer de la folie carcérale. Son livre *Fresnes, histoires de fous* (Seuil) sera le principal sujet de notre interview, puisque aujourd'hui les malades mentaux représentent 30 % de la population carcérale.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 14 décembre **Rouen**

Diffusion du documentaire *Putain d'usine*, d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 20h30, au cinéma Le Melville, 75, rue du Général-Leclerc.

Ivry-sur-Seine (94)

Récital de Gaston Couté par Bruno Daraquy accompagné au piano par Philippe Mira, au forum Léo-Ferré, spectacle à 20h30, ouverture des portes à 19 heures, au 11, rue Barbès, en face du vieux moulin. Petite restauration possible sur place.

Nîmes

Constitution d'un collectif de soutien aux opposants au fichage ADN au Centre P. Néruda, rue du Cirque-Romain, à 20 heures.

Vendredi 15 décembre **Paris 20^e**

Lecture mise en musique d'extraits du livre de Jean-Pierre Levaray *Putain d'usine* (éd. L'Insomniaque, Agone) par la compagnie Action discrète, Valérie Lavollé, (lecture, chant) Alain Brühl (saxophone, chant, percussions ménagères, instruments divers...) à 20h30, chez Pascaline, 49, rue Pixéricourt, métro Télégraphe, Renseignements, réservations: 01 44 62 22 80. Libre participation aux frais.

Avignon

Présentation de l'autobiographie de *l'Ennemi public n° 1* (Jacques Mesrine), par l'équipe du journal *CQFD* qui vient de rééditer ce texte (édition Le Chien rouge, novembre 2006), à 18h30 à la Maison IV de Chiffre (26, rue des Teinturiers). Rencontre organisée par l'Infokiosk d'Avignon.

Samedi 16 décembre **Sagy (71)**

Manifestation contre « le bruit infernal du circuit de Bresse » de 8 heures à 12 heures, au rond point du Miroir, sortie A39.

Orléans

Départ à 15 heures devant la cathédrale d'Orléans, une manifestation départementale avec pour mots d'ordre: des papiers, des logements, des écoles pour tous! Le groupe Gaston-Couté (FA Loiret) est signataire et partie prenante de l'organisation de cette manifestation.

Dimanche 17 décembre **Cuisery (71)**

Exposition-vernissage de peintures et de dessins de David Thevenet, suivi d'une lecture de *L'Image* de Samuel Beckett par Laurent Patry, à 15 heures, à la librairie Les Chats noirs, 19, rue du Pavé.

Lundi 18 décembre **Nîmes**

Retour sur le Vaaag, Village autogéré anti-autoritaire et anti-guerre. À la suite de la soirée sur l'autogestion, projection du film *À l'épreuve du réel* retraçant l'expérience du Vaaag qui s'est tenu à l'occasion du G8 à Évian en 2003. Le film sera suivi de témoignages de personnes ayant fait vivre ce village (si vous y étiez, venez nous raconter votre Vaaag) et d'un débat autour de cet événement, à 20 heures, au Mille-Feuilles, 12, rue Saint-Mathieu.

Jeudi 21 décembre **Nîmes**

Soirée concert de soutien à la CNT, No pasaran, et à la Fédération anarchiste avec Fred, Dr Benway, Marc Simon, Viva Espana, Assass' Swing. Table de presse, buvette, restauration. PAF: 5 euros. Théâtre du Périscope, 6, rue de Bourgogne, à partir de 19h30.

Jeudi 18 janvier **Merlieux (02)**

Rencontre-débat autour du thème « Réalités et informations face aux pouvoirs et aux

médias » en présence de Florence Aubenas et Mimouna Hadjam, de 18 heures à 21 heures, à la bibliothèque Sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax: 03 23 80 17 09.

Nîmes (30)

Rencontre-débat avec Ronald Creagh sur le thème: « Être libertaire aujourd'hui » au Centre P. Néruda, rue du Cirque-Romain, à 20 heures. Table de presse, entrée libre. Organisée par le groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste.

Samedi 20 janvier **Paris 18^e**

Anne Steiner et Loïc Debray présenteront leur ouvrage sur la R.A.F. *Guérilla urbaine en Europe occidentale*, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Samedi 3 février **Paris 18^e**

Maurice Rajsfus nous parle de ses mémoires à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

Jeudi 15 février **Merlieux (02)**

Rencontre avec un écrivain de polar que nous apprécions beaucoup, Patrick Pecherot, auteur de *Belleville-Barcelone* (2003), *Boulevard des Branques* (2005), de 18 heures à 21 heures, à la bibliothèque Sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./Fax: 03 23 80 17 09.

Samedi 3 mars **Paris 18^e**

Thierry Maricourt nous parlera de son dernier ouvrage, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

DÉSŌBEISSANCE CIVILE

LA DESOBEISSANCE CIVILE
EST L'AFFIRMATION D'UN DROIT QUE LA LOI DEVRAIT
DONNER, MAIS REFUSE.
LE STADE LE PLUS PROCHE DE L'ANARCHIE PURE
SERAIT UNE DEMOCRATIE BASÉE
SUR LA NON VIOLENCE

GANDHI

LE MONDE NE SERA SAUVÉ, NI PEUT ÊTRE,
QUE PAR DES INSURGÉS. AMÉRIQUE

ET PAR LA RÉVOLTE QUI EST L'ULTIME RÉPONSE
À UN ÉCARTÈLEMENT DE LA RÉVÊTE. AMÉRIQUE

LE MONDE, ÉCARTÈLEMENT, L'ULTIME RÉPONSE
À UN ÉCARTÈLEMENT DE LA RÉVÊTE. AMÉRIQUE